

## Table des matières

L'académisme contre l'Histoire ou « D'éminents historiens européens [n'ont] pas le droit de falsifier l'histoire de l'UE au nom d'une idéologie » .....	2
« D'éminents historiens européens » contre le royaliste documenté Philippe de Villiers.....	3
Un dossier historique « biaisé » par « d'éminents historiens européens ».....	4
Les fallacieuses origines de l'Union européenne .....	4
Adenauer et les siens, de la vieille à la « nouvelle Allemagne ».....	6
De la France « européenne » et « résistante » contre Pétain au triomphe des vichysto-américains ?.....	8
L'oubli des « premières Communautés européennes ».....	10
Du cartel international de l'acier de septembre 1926... ..	10
... à l'Europe occidentale sous occupation allemande .....	11
Jean Monnet « l'Américain » : une calomnie?.....	12
« L'argent d'outre-Atlantique », une vieille affaire .....	15
Le tandem Monnet-Schuman et la prétendue « bombe » du 9 mai 1950 .....	18
Des plans wilsoniens au Plan Marshall .....	18
Europe américaine et permanence du cartel « européen » .....	21
Robert Schuman calomnié?.....	23
Une carrière très germanophile entre les Wendel et la Curie.....	23
De la Débâcle à la Pax Americana .....	25
Walter Hallstein, simple « non résistant »? .....	27
Un hitlérien précoce, autant et plus que tous ses pairs en poste.....	28
Nazi et militariste : Hallstein NS-Führungsoffizier.....	31

## L'ACADÉMISME CONTRE L'HISTOIRE OU « D'ÉMINENTS HISTORIENS EUROPÉENS [N'ONT] PAS LE DROIT DE FALSIFIER L'HISTOIRE DE L'UE AU NOM D'UNE IDÉOLOGIE »

« L'académisme contre l'Histoire », paru du 18 au 23 mai 2019 sur le site Les Crises, <https://www.les-crises.fr/europe-lacademisme-contre-lhistoire-1-6/> à <https://www.les-crises.fr/europe-lacademisme-contre-lhistoire-6-6/>

**Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7, 8 mai 2019**

Les préparatifs des élections européennes donnent couramment lieu à un torrent d'interventions de personnalités, historiens en tête, en faveur de l'Union européenne et contre toute critique. En mars-avril 2019, le flot d'indignation s'est concentré sur l'ouvrage de Philippe de Villiers, *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*, présenté en modèle des « contrevérités » et du « complotisme » anti-européens. Il n'était pas question, peu avant une nouvelle échéance électorale « européenne », de laisser sans châtement ce qui a été tenu pour un assaut périlleux contre l'Union européenne et l'atlantisme. Du service public audiovisuel à la presse écrite, un déluge s'est déversé, consultation des « historiens de référence » à l'appui. Ainsi, et entre autres, *Le Monde*, le 14 mars<sup>1</sup>, *France Culture*, le 20 mars<sup>2</sup>, *Le Monde*, le 27 mars<sup>3</sup>, ont-ils mis solennellement en garde leurs lecteurs contre le « tissu de faux-semblants » dont cet « europhobe convaincu » se serait rendu coupable « sur les origines de la construction européenne ». La dernière « tribune » susmentionnée, signée par « d'éminents historiens européens », a inspiré divers journalistes, telle Anne-Sophie Mercier, qui en a fait un « copié-collé » rageur dans *Le Canard enchaîné* du 3 avril<sup>4</sup>. Elle n'épuise pas la liste des appels académiques à gommer l'histoire vraie de la construction européenne (ou américano-européenne) d'après 1945, qui se sont poursuivis sur le même mode, notamment, dans *Le Monde* le 17 avril<sup>5</sup>, par deux des signataires du 27 mars, Robert Frank et Gérard Bossuat, et le 19 avril, par une nouvelle équipe internationale, à l'initiative de deux universitaires de Lille, Stéphane Michonneau et Thomas Serrier<sup>6</sup>.

La « tribune » du 27 mars est centrée sur deux thèmes décrétés « europhobes » :

1° « *Les attaques approximatives et tendancieuses contre trois bâtisseurs de l'Europe* »: Jean Monnet, Robert Schuman et Walter Hallstein », et, simultanément, sur l'argumentation centrale de Villiers, l'origine très américaine de l'Union européenne. J'y consacrerai l'essentiel du texte qui suit

2° L'atteinte portée par Villiers « à l'honneur des chercheurs français et européens engagés dans les études sur l'Union européenne », qui me servira de brève conclusion.

<sup>1</sup> [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/03/14/philippe-de-villiers-et-l-europe-entre-contre-verites-et-complotisme\\_5436099\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/03/14/philippe-de-villiers-et-l-europe-entre-contre-verites-et-complotisme_5436099_4355770.html)

<sup>2</sup> <https://www.franceculture.fr/histoire/leurope-est-elle-une-creation-des-etats-unis>

<sup>3</sup> [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/27/philippe-de-villiers-n-a-pas-le-droit-de-falsifier-l-histoire-de-l-union-europeenne-au-nom-d-une-ideologie\\_5441688\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/27/philippe-de-villiers-n-a-pas-le-droit-de-falsifier-l-histoire-de-l-union-europeenne-au-nom-d-une-ideologie_5441688_3232.html)

<sup>4</sup> « Paranostradamus. "L'Agité du bocage" a une vision de la fondation de l'Europe apocalyptique et l'art de transformer ses fantasmes en vérités historiques ».

<sup>5</sup> Robert Frank et Gérard Bossuat, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/04/17/les-historiens-n-ont-pas-attendu-de-villiers-pour-casser-le-mythe-selon-lequel-seuls-les-resistants-ont-contribue-a-la-construction-europeenne\\_5451663\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/04/17/les-historiens-n-ont-pas-attendu-de-villiers-pour-casser-le-mythe-selon-lequel-seuls-les-resistants-ont-contribue-a-la-construction-europeenne_5451663_3232.html)

<sup>6</sup> Prescription ahurissante pour le travail historique mais d'apparence progressiste et antiraciste, Stéphane Michonneau et Thomas Serrier, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/04/19/pour-construire-l-europe-il-faut-reconstruire-son-histoire\\_5452318\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/04/19/pour-construire-l-europe-il-faut-reconstruire-son-histoire_5452318_3232.html)

Les signataires de ces assauts déclarent combattre « *les attaques approximatives et tendancieuses [menées] contre* » le trio ciblé des « pères de l'Europe » à coup d'affirmations directement puisées aux fiches *Wikipédia* quand celles-ci (en langue française, particulièrement) servent les arguments présentés : le cas est particulièrement frappant pour Walter Hallstein. « Défendre » leur chère « Europe » assaillie sans s'astreindre à la démonstration archivistique est la méthode habituelle des « éminents historiens européens ». Assurés de trouver un accueil chaleureux dans tous les grands moyens d'information et disposant de l'énorme écho que cette bienveillance confère auprès de la population, ils s'estiment consécutivement dispensés de présenter les *sources* de leur philippique contre les « insinuations » et « la méthode insidieuse » de M. de Villiers.

#### « D'ÉMINENTS HISTORIENS EUROPÉENS » CONTRE LE ROYALISTE DOCUMENTÉ PHILIPPE DE VILLIERS

L'ouvrage incriminé le confirme, et ses derniers chapitres de manière caricaturale, Philippe de Villiers est assurément un parangon contemporain du royalisme vendéen. Il reproche surtout à l'Union européenne de n'être ni assez catholique romaine ni assez anti-« métèques » ni assez antirouge ni assez anti-Lumières, etc., et aux États-Unis d'incarner ou d'encourager le Mal anti-chrétien qui aurait submergé un continent chrétien d'essence, en collusion parfois avec... les bolcheviques. Il va jusqu'à ériger en complice de la révolution en général, et des Soviets en particulier, et toujours contre l'Europe chrétienne éternelle, le journaliste diplomate William Bullitt, accusé d'avoir depuis la révolution d'Octobre poussé à une complicité de fait entre l'Amérique et les bolcheviques. Accusation saugrenue contre une personnalité qui, de la Conférence de Paris de 1919, au service de Woodrow Wilson, jusqu'à sa mort (1967), voua sa vie aux intérêts du capital financier et à la croisade anticommuniste. Et qui s'illustra particulièrement, en la matière, en France, comme ambassadeur en poste, avant-guerre, ou à nouveau interlocuteur régulier des milieux dirigeants, après-guerre, y compris la « gauche » gouvernementale, légitimement jugée indispensable pour réaliser la décisive scission de la CGT. Ne rêvant que plaies et bosses contre les « rouges », Bullitt, après la Deuxième Guerre mondiale, où l'URSS avait rendu aux États-Unis le fier service de vaincre la Wehrmacht, momentanément aussi gênante que le Reich, inonda la presse de ses textes vengeurs appelant à bombarder l'URSS en une « guerre préventive », puis, après 1949, à réserver le même sort à la Chine perdue par Washington.

Cependant, concernant le présent sujet, on doit admettre que Philippe de Villiers, soucieux de fonder son brûlot, s'attache à *démontrer* ses affirmations « europhobes ». Ayant acquis pendant sa longue carrière politique une sérieuse connaissance des choses « européennes » -- connaissance partagée avec *tous* ses pairs, de « gauche » et de droite, mais par eux strictement censurée --, il s'est en outre procuré une masse de documents originaux irrécusables. Cet homme de droite, antisoviétique convaincu, ose même, sur la double base de son expérience personnelle et de la lecture des archives, piétiner la Doxa des responsabilités soviétiques dans la « Guerre froide », ressuscitant la problématique économique de « l'impérialisme » : omettant çà et là l'idéologie, il souligne l'obsession des États-Unis d'écouler en dehors de leurs frontières, en l'occurrence sur le continent européen, leurs productions (structurellement) excédentaires (même s'il ne dit mot de leur surproduction de capitaux, également déversés en énorme quantité).

Il s'appesantit sur quelques auxiliaires (parmi une foule innombrable) auxquels les élites américaines, politiques et économiques, recoururent pour réaliser leurs objectifs « européens ». Il fournit sur « *trois [présomés] bâtisseurs de l'Europe: Jean Monnet, Robert Schuman et Walter Hallstein* », des informations parfois très précises, surtout concernant le premier, archives américaines à l'appui. Ses nombreux courriers reproduits *in extenso* corroborent des démonstrations effectuées de longue date par des historiens surtout

anglophones : 1°, parfois depuis cinquante ou soixante ans, sur les appétits européens de Washington<sup>7</sup>; 2°, depuis vingt ou trente ans, sur lesdits auxiliaires, en anglais surtout<sup>8</sup>, mais pas exclusivement<sup>9</sup>.

Les historiens européistes ont été ulcérés d'une telle audace contre ces trois « pères de l'Europe », héros d'une saga qu'ils ont eux-mêmes forgée depuis plusieurs décennies, succédant à la génération précédente animée par Jean-Baptiste Duroselle et ciblée par Villiers. Évacuant d'emblée les documents nombreux et irrécusables cités et reproduits souvent *in extenso*, ils les réduisent à des « insinuations », préférant à leur indispensable examen l'attaque *ad personam* et *ad hominem* hors de propos. Ils ont d'ordinaire, il est vrai, le champ libre par élimination de la concurrence, extérieure et intérieure. D'une part, les travaux anglophones pionniers sur le sujet, ne sont qu'exceptionnellement traduits en français et, quand ils le sont, ils disparaissent vite des rayons des librairies en dépit de la demande. Il en a été ainsi pour l'ouvrage, essentiel, sur la « guerre culturelle » américaine en Europe de la politiste Frances Saunders publié en 1999 (faisant suite à d'autres, moins approfondis). Sa traduction de 2004, *Qui mène la danse*, épuisée et jamais rééditée, est devenue financièrement inaccessible : elle se négocie sur le marché noir de l'information historique aux alentours de 300 €<sup>10</sup>.

D'autre part, d'éventuels historiens francophones curieux, ont été éliminés du champ académique « européen » (colloques nationaux et internationaux, revues universitaires à « comité de lecture », interviews de presse écrite ou audiovisuelle, conseil historique de documentaires, etc.)<sup>11</sup>. L'offre universitaire critique en langue française, appuyée sur les sources originales, étant très limitée, l'ultra-minoritaire historienne de « l'Europe » que je suis y renvoie le lecteur, qui pourra ainsi comparer lesdites recherches, sur la longue histoire contemporaine de l'UE, à celles des « éminents historiens européens ».

## UN DOSSIER HISTORIQUE « BIAISÉ » PAR « D'ÉMINENTS HISTORIENS EUROPÉENS »

### LES FALLACIEUSES ORIGINES DE L'UNION EUROPÉENNE

Les signataires ne sont pas remontés aussi loin dans la chronologie « européenne » que leur prédécesseur Pierre Gerbet -- professeur à l'Institut d'études politiques décédé en 2009 et

<sup>7</sup> Parmi les pionniers figurent William A. Williams, *The Tragedy of American Diplomacy*, New York, Dell Publishing C°, New York, 1972 (1° éd., 1959); Gabriel Kolko, *The Politics of War. The World and the United States Foreign Policy, 1943-1945*, New York, Random House, 1969, et G. et Joyce Kolko, *The Limits of Power. The World and the United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, Harper and Row, 1972; et

<sup>8</sup> Travaux, essentiels, de Richard Aldrich, *The hidden hand : Britain, America, and Cold War secret intelligence*, London, John Murray, 2001; et « OSS, CIA and European unity: The American Committee on United Europe, 1948-60 », *Diplomacy & Statecraft*, 8/1, 1997, que mentionne Villiers; cités, avec d'autres références, dans mon article « L'Union européenne de la légende aux réalités historiques », 2° partie, « De l'Europe allemande à l'Europe américaine : 1940-début des années 1950 », II, *Le Réveil des Combattants*, n° 850, décembre 2018-janvier 2019, n. 8, p. 16 (13-20).

<sup>9</sup> Outre les ouvrages, la rubrique des articles et communications de <http://www.historiographie.info/cv.html>, très nombreux, fournit des pistes sur Robert Schuman, Jean Monnet, et sur la non-dénazification en Europe occidentale (dont témoigne le cas de Walter Hallstein) par les seuls intitulés ; certains sont cités dans *Aux origines du carcan européen, 1900-1960. La France sous influence allemande et américaine*, Paris, Delga-Le temps des cerises, 2016; recension des auxiliaires, de la gauche anticommuniste à la droite, Éric Branca, *L'ami américain. Washington contre de Gaulle*, Perrin, Paris, 2017.

<sup>10</sup> Saunders Frances, *The cultural Cold War : the CIA and the world of art and letters*, New York, The New Press, 1999 (*Qui mène la danse, la Guerre froide culturelle*, Denoël, 2004). Philippe de Villiers l'a également évacuée de sa bibliographie, préférant citer des auteurs, moins complets et moins accablants, sur les instruments idéologico-politiques de Washington. Prix affiché par Amazon, en occasion, fin 2018.

<sup>11</sup> Atmosphère académique, où l'histoire se distingue de moins en moins de la pure propagande, *Carcan, et L'histoire contemporaine toujours sous influence*, Paris, Delga-Le temps des cerises, 2012.

objet, parmi eux, d'une véritable vénération<sup>12</sup> --, qui datait le projet européen de Charlemagne. Ici, l'origine du vaste projet est attribuée au roi Georges de Bohême du XV<sup>e</sup> siècle. La fiche française Wikipédia, source probable des signataires de la « tribune » du 27 mars sur ce souverain peu familier aux contemporanéistes, présente l'avantage politico-idéologique de forger à l'Union européenne des racines centre-européennes<sup>13</sup> : la grande idée « européenne » proviendrait donc d'un pays situé en ex-zone d'influence soviétique, qui, décidément, avait été historiquement programmé pour n'y jamais appartenir. C'est donc légitimement et logiquement que, après 1989, conformément à sa mission « historique », la Tchécoslovaquie ou, désormais, ce qu'il en reste, cassé en morceaux comme de 1938-1939 à 1945, aurait rejoint un giron « européen » auquel l'épouvantable après-mai 1945 l'avait arraché.

Concernant Aristide Briand, autre « fondateur » présumé, le propos est conforme à un des serpents de mer de l'histoire officielle de l'UE<sup>14</sup>, pourtant formellement anéanti par les archives diplomatiques françaises, allemandes, anglaises et américaines. Briand fut après la Première Guerre mondiale un indéniable précurseur de l'« Apaisement » (des années 1930) envers le Reich en quête de revanche sur Versailles et d'expansion illimitée, tant à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe, et envers le Vatican qui servait à cet effet de rabatteur permanent à Berlin. Mais le très cosmétique « *plan d'union fédérale européenne* » de 1929-1930 du ministre des Affaires étrangères français, ancien « syndicaliste révolutionnaire » adepte de la « grève générale » converti aux vertus du capitalisme et à la répression anti-ouvrière par une participation ministérielle intense<sup>15</sup>, avait en fait des ambitions très limitées. Comme après la guerre suivante, le Reich se posait déjà en « meilleur élève de la classe européenne », pour complaire à Washington contre la France et les autres pays européens. J'applique ici aux années 1920 la formule dont l'historien Pierre Guillen usa pour l'après-guerre suivant, qualifiant la RFA de « *meilleur élève de la classe européenne et de la classe atlantique* »<sup>16</sup> : c'était dans les années 1970, où on pouvait encore, en comparant l'actualité à ses étapes antérieures (car les archives n'étaient pas encore ouvertes), appeler un chat un chat.

Briand visait, par son prétendu « plan "européen" » présenté en septembre 1929 à la tribune de la Société des Nations, un objectif plus modeste que proclamé : freiner ou retarder la mise en œuvre de la totale *Gleichberechtigung* (égalité des droits). La République de Weimar la revendiquait pour pouvoir balayer les traités de paix de 1919-1920 qui avaient sanctionné la défaite. Ils avaient en effet, en fait ou *sur le papier*, réduit son territoire de 1918 et les ressources y afférentes, et interdit ou bridé son expansion territoriale, son réarmement et sa Revanche. Le Reich était assuré en ce domaine comme en tout autre -- réarmement inclus -- du ferme soutien des États-Unis : ceux-ci avaient déjà établi leur tête de pont en Europe via ce partenaire privilégié (et rival) commercial, industriel et financier au puissant capitalisme concentré si lié depuis l'avant-guerre au leur. La quasi-totalité des forces

<sup>12</sup> *Ibid.*, où apparaît souvent le « guide » Gerbet (*Carcan*, p. 8-9), un des membres de « l'équipe d'historiens » qui fabriqua les *Mémoires* de Monnet, Villiers, *J'ai tiré*, p. 37.

<sup>13</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Georges\\_de\\_Boh%C3%A0me](https://fr.wikipedia.org/wiki/Georges_de_Boh%C3%A0me)

<sup>14</sup> La bibliographie de sa fiche [https://fr.wikipedia.org/wiki/Aristide\\_Briand#cite\\_note-13](https://fr.wikipedia.org/wiki/Aristide_Briand#cite_note-13) constitue un modèle d'historiographie « européiste ».

<sup>15</sup> Sa fiche susmentionnée ne fournit aucune source sur la grève des cheminots de 1910 et la hargne que, président du Conseil, il y déploya (égale à celle du ministre de l'intérieur Clemenceau de 1906 à 1909).

<sup>16</sup> Pierre Guillen et Georges Castellan, *L'Allemagne. La construction de deux États allemands, 1945-1973*, Paris, Hatier, 1979, p. 94; l'excellent ouvrage de Guillen, *L'Empire allemand 1871-1918*, Paris, Hatier, 1<sup>e</sup> édition, 1970, remplacerait avantageusement les manuels « européistes » des récentes décennies pour faire saisir au public étudiant la remarquable continuité de la politique allemande.

politiques allemandes (KPD et infime minorité des socialistes de gauche exceptés) revendiquait cette « égalité des droits », de la majorité du SPD à l'extrême droite<sup>17</sup>.

#### *ADENAUER ET LES SIENS, DE LA VIEILLE À LA « NOUVELLE ALLEMAGNE »*

S'illustra dans l'affaire, entre autres, le maire de Cologne, un des chefs du parti catholique, le Zentrum, Adenauer, ici mentionné, une seule fois, comme « chancelier de la nouvelle République fédérale d'Allemagne ».

Nouvelle Allemagne, vraiment ? Ce n'est pas ce qui ressort des archives du Quai d'Orsay et des archives diplomatiques étrangères, catégoriques sur la parfaite *continuité* de la politique extérieure de l'État allemand, du II<sup>e</sup> Reich à la RFA en passant par Weimar et le III<sup>e</sup> Reich. Depuis des décennies, les travaux scientifiques ont démontré la pertinence des hypothèses avancées en ce sens, par des historiens aux options idéologiques radicalement opposées. Notamment, l'historien Charles Bloch, juif allemand chassé d'Allemagne, enfant, par le régime hitlérien, français, puis israélien, auteur de la synthèse *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*<sup>18</sup> ; et Fritz Fischer, qui, pour avoir été à l'université de Hambourg, sous Hitler, depuis 1942, professeur d'histoire incontestablement *nazi* (comme *tous* ses pairs) – on y reviendra à propos de Walter Hallstein --, n'en fut pas moins, après 1945, un grand historien, spécialiste des très durables *Buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*<sup>19</sup>.

Adenauer, qu'on pourrait ici croire aussi « neuf » que la RFA, ne l'était pas davantage. Du très droitier et clérical maire de Cologne (né en 1876), intimement lié au capital financier allemand qui l'avait tôt récompensé par une kyrielle de postes de conseils d'administration<sup>20</sup>, et officiel « père de l'Europe » d'après-Deuxième Guerre mondiale, M. de Villiers ne dit rien non plus. Or, Adenauer avait été un des animateurs, au sein du *Zentrum* (parti catholique), de la croisade contre le Diktat de Versailles et tous les traités bridant l'expansion allemande, contre l'occupant français et contre « la honte noire » de ses troupes coloniales d'occupation, et un des hérauts de la Revanche. L'ensemble de ces objectifs fonda précocement l'entente entre *Zentrum*, Vatican et NSDAP, sur la politique extérieure et sur l'accord gouvernemental avec le NSDAP, formule d'une droite sans exclusive poursuivie depuis la Défaite.

Champion sonore de la *Gleichberechtigung*, stricte « égalité des droits » balayant les traités érigeant le Reich vaincu en État mineur, Adenauer présentait dans les années 1920 l'Anschluss aux publics étrangers – il visait l'américain surtout -- comme un innocent et pacifique objectif « européen ». Il ne trompait personne dans les milieux bien informés : l'annexion allemande de l'Autriche avait été interdite par les traités de Versailles et de Saint-Germain, car elle tuerait, quelques mois après sa mise en œuvre, la Tchécoslovaquie et entraînerait à très court terme l'absorption de *tout* l'ancien empire austro-hongrois<sup>21</sup>.

Le même Adenauer, institué à 73 ans chancelier, sous l'égide de l'occupant américain, lors de la fondation officielle de la RFA (mai 1949), s'illustra à nouveau, après mai 1945, en avocat de la *Gleichberechtigung*, avec ses ministres, officieux puis officiels, des Affaires

<sup>17</sup> Non traduits : Schuker Stephen A., *The End of French Predominance in Europe: The Financial Crisis of 1924 and the Adoption of the Dawes Plan*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1976; Costigliola Frank, *Awkward Dominion : American Political, Economic and Cultural Relations with Europe, 1919-1933*, Ithaca, Cornell University Press, 1984; Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 2010, index Briand.

<sup>18</sup> Charles Bloch, *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986.

<sup>19</sup> Fritz Fischer, *Les buts de guerre*, Paris, Trévis, 1970, trad. de *Griff nach der Weltmacht*, 1961. Bonne synthèse, Walter von Goldendach, Hans-Rüdiger Minow, "Deutschum erwache!" *Aus dem Innenleben des staalichen Pangermanismus*, Berlin, Dietz Verlag, 1994.

<sup>20</sup> [https://de.wikipedia.org/wiki/Konrad\\_Adenauer#Oberb%C3%BCrgermeister\\_K%C3%B6ln](https://de.wikipedia.org/wiki/Konrad_Adenauer#Oberb%C3%BCrgermeister_K%C3%B6ln) sur ses conseils d'administration des années 1920.

<sup>21</sup> Étroite communauté sur le terrain « catholique », Lacroix-Riz, *Le Vatican*, chap. 1-10, *passim*; Anschluss, mine des fonds Europe Autriche 1918-1940, recensés p. 664.

étrangères (Walter Hallstein) et de la Guerre (Theodor Blank), aussi pangermanistes et revanchards que lui. « L'égalité des droits » de l'Allemagne (alors de l'Ouest) impliquait entre autres, sous l'égide des États-Unis, et comme dans le précédent après-guerre : 1°, son réarmement précoce : préparé dès mai 1945, il fut officiellement obtenu dans les années 1950, sous divers prétextes regroupés sous le thème de « la menace soviétique », idéologique, politique et militaire, également invoquée par nos signataires; 2°, la réunification du Reich, sous l'égide de la RFA chérie de Washington.

Le succès de ce second objectif, dont le très pangermaniste ministre des Affaires étrangères d'Adenauer Walter Hallstein se fit dès sa nomination officielle le champion sonore en clamant la légitimité de la seule RFA à représenter l'Allemagne entière, requit, vu les rapports de forces et compromis hérités de 1945, quelques décennies supplémentaires. Un de nos meilleurs diplomates, Armand Béard, l'avait avec effroi formellement prévue au début de 1952, avec *toutes* ses conséquences est-européennes, dont l'écroulement de la zone d'influence soviétique :

« La contre-offensive antisoviétique que commencent à déclencher les Américains [...] éveille chez les Allemands l'espoir que la défaite de 1945 n'a été qu'un épisode dans un plus long conflit, qu'aucun traité ne le sanctionnera et que le règlement européen prendra pour base non pas la situation de 1945, mais celle qui résultera de cette contre-offensive. Dès maintenant leurs diplomates, recrutés le plus souvent dans les milieux de la Wilhelmstrasse qui ont servi le régime hitlérien, et leurs experts militaires manœuvrent pour qu'au moment de ce règlement l'Allemagne se trouve dans la position la plus favorable et tire le maximum d'une paix où, pour la première fois, depuis 40 ans, elle prendra place aux côtés des vainqueurs. Ils pensent que des mérites qu'elle se sera acquis dépendra, dans une large mesure, la solution de la question autrichienne et celle des problèmes territoriaux en Europe Centrale et Orientale. Avec l'absence de mesure qui la caractérise, l'Allemagne se précipitera avec ardeur dans la voie indiquée par l'Amérique, si elle acquiert la conviction que la plus grande force est de ce côté et se montrera même plus américaine que les États-Unis. [...] Adoptant les thèses américaines, les collaborateurs du Chancelier [Adenauer] considèrent en général que le jour où l'Amérique sera en mesure de mettre en ligne une force supérieure, l'URSS se prêtera à un règlement dans lequel elle abandonnera les territoires d'Europe Centrale et Orientale qu'elle domine actuellement. »

Dans une France correctement informée, le télégramme Béard du 18 février 1952 dénonçant sur les périls, pour l'ensemble de l'Europe, d'un irrédentisme allemand débridé par des États-Unis pressés d'en découdre avec l'URSS devrait être reproduit *in extenso* par tous les manuels d'histoire, à partir du lycée<sup>22</sup>. Le texte *époustouflant* de cette Cassandre annonçant 1989 et ses lendemains passerait aujourd'hui pour littérature « complotiste » visant à « diaboliser » une Allemagne pacifique et des États-Unis bienveillants. Il cadre mal avec la vision idyllique d'une victoire de la démocratie, enfin remportée, à l'Est de l'Europe, contre le totalitarisme soviétique.

Car convertir les futurs professeurs à la pertinence de ce tableau irénique fut un objectif majeur du choix du thème du concours de recrutement de l'enseignement secondaire de 2007-2009, *La construction de l'Europe*. Il avait été forgé par l'historien français Robert Frank, signataire (et rédacteur) majeur des tribunes des 27 mars et 17 avril 2019. Il comptait ainsi faire de la « pédagogie » aux Français jugés incultes et expier leur NON majoritaire au référendum sur la constitution européenne de mai 2005 : il convenait de convaincre les candidats au professorat d'histoire, c'est-à-dire, consécutivement, les générations d'élèves et

<sup>22</sup> Tél. *réserve* n° 1450-1467 de Béard, Bonn, 18 février 1952, Europe généralités, 22, CED, archives du MAE, cité *in extenso*, Carcan, p. 153-156.

d'étudiants qu'ils allaient former, du miracle « européen » né de la « chute [de] l'URSS et] du Mur »<sup>23</sup>.

Les tribunes électorales du printemps 2019 s'inscrivent dans une remarquable continuité. Philippe de Villiers est sur la question Adenauer, quel dommage, d'une aussi grande discrétion que leurs signataires.

### ***DE LA FRANCE « EUROPÉENNE » ET « RÉSISTANTE » CONTRE PÉTAIN AU TRIOMPHE DES VICHYSTO-AMÉRICAINS ?***

Uriage, une des écoles de cadres de Vichy, fondée en 1940 (pas pour résister à la dictature de juillet ni à l'occupant, mais pour s'y adapter mieux), aurait offert un modèle de « vichysto-résistance », avancement, sans user du terme, nos « éminents historiens ». Celui-ci a été créé dans les années 1990 par des historiens de l'Institut d'études politiques qui, à cette date, n'ont jamais découvert pour l'étayer une archive originale de 1940-1944<sup>24</sup>.

Les fonds abondent en revanche sur la motivation et les modalités de l'adaptation de Vichy au passage de l'ère allemande à la *Pax Americana*, conséquence inéluctable de l'échec du Blitzkrieg en URSS, officieux depuis juillet 1941, et de la défaite allemande, quasi officielle depuis Stalingrad. Le héros honoré, Pierre « Dunoyer de Segonzac (directeur pour Pétain du centre d'éducation d'Uriage) »<sup>25</sup>, ne fut que fort tardivement et seulement officiellement un chef résistant et maquisard. Tout atteste qu'il n'avait pas, même à une date fort avancée, aussi clairement « rompu avec Pétain » que l'affirme la très admirative historiographie du tournant des années 1980<sup>26</sup> qu'accréditent nos « éminents historiens ».

On pourra s'en assurer en lisant les « Réflexions pour de jeunes chefs » que ce chef d'Uriage fit paraître en 1943 aux « Éditions de l'École nationale des cadres ». Précis et antagonique avec la légende maquisarde, le BCRA de Passy-Dewavrin avait relevé le 1<sup>er</sup> juin 1944 (je dis bien 1944), le peu de substance ou le caractère tout frais de cette « résistance » : « *des ordres ont été donnés récemment pour que ce mouvement [« le groupement d'Uriage », né « à l'école des Cadres d'Uriage en 1940 »], qui jusqu'alors était passif, se cristallise en mouvement de résistance.* »<sup>27</sup> C'est dire que, à cinq jours du débarquement anglo-américain en Normandie, les effets concrets de ces « ordres » n'étaient pas encore perceptibles sur le terrain.

Il est vrai que les présumés « anciens maréchalistes » s'étaient, depuis l'automne 1942 et surtout janvier-février 1943, presque tous mués en vichysto-américains, sans préjudice de la collaboration avec l'occupant très souvent maintenue jusqu'à la Libération : c'était le cas de Laval et Pétain, comme de tout leur entourage, la mutation s'étant échelonnée du printemps 1941 à l'été 1944. Le terme de vichysto-américains devrait remplacer les introuvables « vichysto-résistants », qui n'avaient en général « rompu avec Pétain » ni sous l'Occupation ni après la Libération<sup>28</sup>.

<sup>23</sup> Bibliographie de « Penser et construire l'Europe ». *Historiens et Géographes*, n°399, septembre 2007; Lacroix-Riz, « Penser et construire l'Europe. Remarques sur la bibliographie de la question d'histoire contemporaine 2007-2009 parue dans *Historiens et Géographes* n°399 », *La pensée*, n° 351, octobre-décembre 2007, p. 145-159; et *Carcan*, p. 6 et *passim*.

<sup>24</sup> Problématique forgée par Jean-Pierre Azéma, voir Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants*, Paris, Perrin, 2008, poche 2016.

<sup>25</sup> C.R.P., RG de la Sûreté nationale (RGSN), information du 23 novembre 1944, sur le « complot royaliste » alors en cours, F7, 5283, partis de droite, sous-dossier « Mouvements monarchistes », correspondance de janvier 1943 aux années 1940, Archives nationales.

<sup>26</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole\\_des\\_cadres\\_d%27Uriage](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole_des_cadres_d%27Uriage)

<sup>27</sup> Fiche d'information, 1<sup>er</sup> juin 1944, reçue le 16 juillet, diffusée le 20 juillet 1944, F1a, 3916, Savoie, politique et divers, AN.

<sup>28</sup> Lacroix-Riz, *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Armand Colin, 2016, 2<sup>e</sup> partie, *passim*.

Le confirmèrent notamment deux événements postérieurs à la Libération : 1°, le défilé ininterrompu de ministres et/ou hauts officiers responsables de la Débâcle, souvent déjà en liberté et agréés comme « témoins de la défense » au procès de Pétain, en juillet-août 1945<sup>29</sup>; 2°, cinq ans plus tard, la commune appartenance de ce groupe à « l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain » (ADMP) -- « de tendance extrême droite » selon l'euphémisme des RG. L'ADMP avait été fondée le 4 octobre 1951 sous le patronage de Weygand<sup>30</sup>, ennemi juré de la Gueuse et second de la Cagoule militaire ou lieutenant de Pétain, actif contributeur à la Débâcle, vichysto-américain type<sup>31</sup>, puis symbole entre tous de la non-épuration systématique du milieu<sup>32</sup>.

Les présumés « anciens maréchalistes » avaient juste préparé, comme Weygand, mais aussi Pétain, Laval *et alii*, le ralliement aux États-Unis que le général Paul-André Doyen, successeur depuis le 6 septembre 1940 d'Huntziger à la tête de la délégation française à la Commission allemande d'armistice, avait instamment recommandé à Pétain le 16 juillet 1941 (sous la plume, déjà, du haut fonctionnaire Armand Bérard). La mort du Blitzkrieg éclatait en effet déjà aux yeux de tous les milieux bien informés, la Wehrmacht rencontrant « *une résistance [...] farouche du soldat russe, un fanatisme [...] passionné de la population, une guérilla [...] épuisante sur les arrières, des pertes [...] sérieuses, un vide [...] complet devant l'envahisseur, des difficultés [...] considérables de ravitaillement et de communications* ».

Après avoir été depuis les années 1930 de l'Apaisement modelée et dirigée par le Reich, promis désormais à la défaite, « l'Europe » le serait désormais par les États-Unis, « *grand arbitre d'aujourd'hui et de demain [...]. Déjà [...] sortis seuls vainqueurs de la guerre de 1918 [,] ils en sortiront plus encore du conflit actuel. [...] Le monde devra, dans les prochaines décades, se soumettre à la volonté des États-Unis.* » La France de Vichy avait intérêt à s'y adapter dans les meilleurs délais si elle voulait demeurer « *véritablement européenne et non pas uniquement méditerranéenne et africaine* »<sup>33</sup>.

Car son tête-à-tête avec le Reich bornait strictement ses marchés extérieurs à ses colonies, conformément aux stipulations des cartels remaniés depuis 1940-1941. Cette répartition humiliante pour le vainqueur avait d'ailleurs été parfois acceptée par les Français bien avant l'invasion et l'Occupation, comme dans le cartel franco-allemand secret des colorants conclu en 1920 entre Kuhlmann et les géants de la future IG Farben de 1925 ou dans les cartels métallurgiques des années 1930 qui condamnèrent à une mort certaine leur alliée tchécoslovaque<sup>34</sup>. La reconnaissance de la primauté générale de l'Allemagne est un logiciel majeur de l'impérialisme secondaire français depuis le tournant du 19<sup>e</sup> siècle<sup>35</sup>.

<sup>29</sup> *Minutes du procès Pétain*, Paris, Les Balustres-MRN, 2015.

<sup>30</sup> Correspondance sur l'ADMP, dont fiches de synthèse 1966-1972, dans le dossier (effroyable) du gros industriel PPF et actif collaborationniste Gaston Moyse (Moyse-Frize) (trésorier de l'ADMP), GA (dossiers des RG), M15); voir aussi GA, W1, général Maxime Weygand, etc., archives de la Préfecture de police (APP).

<sup>31</sup> Weygand, Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2010, *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3<sup>e</sup> République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, et *Les élites françaises*, index, et *infra*.

<sup>32</sup> Sur son traitement d'emblée clément par la Haute Cour de Justice, avant l'acquiescement définitif du 6 mai 1948 qui provoqua la démission de Marcel Willard, PV de sa commission d'instruction depuis le 18 décembre 1944, W3, 26 ou 27, AN, et Lacroix-Riz, *La non-épuration en France (1943-années 1950)*, t. 1, à paraître, Paris, Dunod-Armand Colin, index Weygand, et *passim*.

<sup>33</sup> Annexe au rapport 556 de Doyen, Wiesbaden, 16 juillet 1941, W3, 210, Laval, AN; extraits de ce chef-d'œuvre de soumission « européenne » à Washington, Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 528, *Les élites*, p. 246, Carcan, p. 84.

<sup>34</sup> Joseph Borkin, *L'IG Farben*, Paris, Alta, 1979, p. 53 sq.; Teichova Alice, *An economic background to Munich: international business and Czechoslovakia 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974, *passim*; Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite*, chap. 1-2, 5 et 8.

<sup>35</sup> « Impérialisme français et partenaires dominants dans la construction européenne », *Droits*, n° 66, novembre 2018, p. 3-36.

### L'OUBLI DES « PREMIÈRES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES »

M. de Villiers se serait acharné à « détruire les réputations » de « trois bâtisseurs de l'Europe », fondateurs de « la première Communauté européenne, en 1950-1951, celle du charbon et de l'acier, premier jalon de la réconciliation franco-allemande », qui serait « d'origine française. » Le destructeur de « réputations », en général très discret sur les relations franco-allemandes, n'en dit d'ailleurs à ce sujet pas plus que ses censeurs ulcérés, coupables de mensonge par omission et tout court.

Car la Communauté européenne du charbon et de l'acier n'est pas « la première Communauté européenne » : elle fut précédée par le cartel international de l'acier de septembre 1926 puis par une ère d'occupation allemande très « européenne ».

### DU CARTEL INTERNATIONAL DE L'ACIER DE SEPTEMBRE 1926...

Cette création du grand capital sidérurgiste à *fondement franco-allemand*, et pas exclusivement français, consacra officiellement le retour en force, industriel et militaire, du Reich vaincu. Son spectaculaire réarmement clandestin, connu des capitales internationales, et suivi quotidiennement à Paris, allait bon train depuis 1919. Il était hardiment secondé par tous les prêteurs internationaux, dont les grandes banques françaises, le rapport des prêts au Reich constituant une des meilleures (sinon la meilleure) sources de profit bancaire international dans l'entre-deux-guerres. Les États-Unis, les plus gros d'entre ces dispensateurs de crédits, fée particulièrement bienveillante et intéressée, participaient en outre ardemment depuis 1919-1920 à la campagne germano-vaticane sur le thème de la pauvre Allemagne désarmée. Car cette dernière était, clamaient tous les « révisionnistes » des traités maudits, écrasée par une France surarmée dont les armements monstrueux menaçaient la sécurité et la paix de tout le continent européen (en sus de ceux des Soviétiques, qui étaient présentés comme au moins aussi dangereux)<sup>36</sup>. C'est dire que le premier cartel de l'acier n'attendit point l'arrivée des hitlériens aux affaires.

Aucun des signataires de la « tribune » électorale, parmi lesquels on trouve des spécialistes de l'entre-deux-guerres, ne semble se rappeler que le premier de la série fut créé, du côté français, par le Comité des Forges que présidait François de Wendel, par ailleurs régent de la Banque de France (privée) et, du côté allemand, par le *Stahlwerksverband*, dirigé par Fritz Thyssen, homologue allemand de Wendel. Ni que les Wendel avaient été, selon l'usage électoral lorrain, les mentors, depuis le retour de la Moselle à la France, de la carrière politique de Robert Schuman et de son Action catholique lorraine.

Dans ce premier noyau franco-allemand de l'UE, ni pacifique ni pacifiste, le Reich avait obtenu d'emblée une position très dominante sur le marché européen de l'acier : le cartel, composé de quatre des fondateurs de la future CECA, lui octroyait 40,45% des quotas de production, appelés à se transformer automatiquement en 47%, quand la Sarre (6,54) reviendrait dans le giron du Reich. Nul dirigeant français ne doutait, depuis 1919-1920 à Paris et dans l'Allemagne occupée, de l'issue du plébiscite prévu par le traité de Versailles pour 1935. D'autant plus que la Curie romaine le prépara fébrilement et *sans répit* aux côtés de Berlin, en écrasant de son mépris les Français détestés et combattus en tous lieux<sup>37</sup>.

Les trois partenaires complaisants du Reich, tout pénétrés de leur infériorité sidérurgique, avaient accepté d'être mis à la portion congrue : France (31,8%), Belgique (12,57%), Luxembourg (8,55%). Ils le furent plus encore que formellement prévu à l'automne 1926. Dans les hitlériennes années 1930, où le réarmement allemand ne se dissimulait plus et où la France lui vendit de plus en plus massivement sa minette lorraine et son minerais

<sup>36</sup> Références ci-dessus, dont *Choix de la défaite*, chap. 1-2.

<sup>37</sup> *Le Vatican*, chap. 2, 4, 5 et 7.

normand, le Reich sidérurgique obtint de ses partenaires qui surenchérisaient dans l'Apaisement des dépassements considérables des « quotas » initiaux.

Le cartel de 1926 constitue l'acte de naissance véritable de l'Union européenne contemporaine – de même que le Comité France-Allemagne, officiellement fondé en novembre 1935, sous l'égide de Ribbentrop, fut le simple prolongement du « comité franco-allemand d'information et de documentation » groupant, au début, les représentants les plus éminents de la sidérurgie, puis, dans la période suivante, les autres secteurs : notamment la chimie. Celle-ci avait en 1927 participé à la fondation du cartel international des colorants également dominé par le Reich et sa « communauté d'intérêts des colorants », l'IG Farben, fondée à l'automne 1925. S'agrégèrent à ces cartels internationaux dans les années 1930 les puissances anglophones, États-Unis compris<sup>38</sup> : c'est d'ailleurs dans ce cadre cartellisé que la Standard Oil of New Jersey des Rockefeller concéda à l'IG Farben, entre autres douceurs, le monopole de la fabrication du *Buna* (caoutchouc synthétique) qui fit défaut à l'industrie américaine quand l'hévéa fut contrôlé par le Japon pendant la guerre mondiale<sup>39</sup>. Philippe de Villiers comme ses censeurs ont résolument gommé cette dimension franco-allemande des cartels initiateurs de l'Union européenne contemporaine, au sein desquels les *Konzerne* allemands pesaient beaucoup plus lourd que les grands groupes français. Le châtiment aurait été plus lourd s'il avait abordé ce point très contentieux.

Ainsi, l'entreprise « européenne » peut-elle être négligée par tous pour l'avant-guerre, présentée par Villiers comme purement américaine, et par lui-même et ses contempteurs comme forgée par des hommes sans passé politique (sauf Jean Monnet, examiné à la loupe par l'auteur du *Fil tiré*) et dépourvus de tout lien avec les grands groupes privés français et allemands de l'industrie lourde. Le silence de Villiers et de ses attaquants laisse aussi dans l'oubli l'ère très « européenne » de l'occupation allemande. Cette période semble inspirer une véritable répulsion à nos « éminents historiens européens », qui reprochent amèrement à Villiers de « diaboliser cette idée d'intégration du continent, se pla[isan]t à l'attribuer aux nazis et, pour la France, à Vichy ».

### ... À L'EUROPE OCCIDENTALE SOUS OCCUPATION ALLEMANDE

Villiers, malgré sa sévère (et juste) mise en cause de Walter Hallstein, est muet sur la dimension allemande et française de « l'Europe » d'avant 1950. Ses censeurs n'ont rien à dire sur les plans *économiques* des « Européens » d'Europe ou des États-Unis depuis la Première Guerre mondiale, puisque « l'entreprise [européenne] » n'aurait surgi, autonome, politique et strictement franco-allemande, qu'en mai 1950. Il n'y aurait donc aucun lien entre le cartel international de l'acier de 1926 et « l'entreprise » de 1950? Et pas davantage entre cette dernière et l'ère franco-allemande (belgo-allemande, néerlandais-allemande, germano-italienne, etc.) des années de guerre et/ou d'occupation allemande. Dans quelle catégorie doit-on alors classer les cartels « européens » maintenus et remaniés ou créés de 1940 à 1944 ou 1945, les sociétés mixtes et autres associations renforcées de capitaux, les cessions de titres aux financiers allemands qui caractérisèrent, en France et ailleurs, l'ère d'hégémonie allemande sur le continent<sup>40</sup>?

<sup>38</sup> *Choix de la défaite*, chap. 1-2; *Industriels et banquiers*, chap. 1; *Carcan*, chap. 3; « Impérialisme français et partenaires dominants dans la construction européenne », *Droits*, n° 66, novembre 2018, p. 3-36.

<sup>39</sup> Entre autres, Report of the Investigation of I.G. Farbenindustrie A. G., Bernstein, prepared by Division of Investigation of Cartels and External Assets Office of Military Government, U. S. (Germany) November, 1945n<http://www.markswatson.com/article-IG-Farben-investigation-1945.pdf> ; Higham Charles *Trading with the Enemy, an exposé of the Nazi-American Money Plot, 1933-1949*, New York, Delacorte Press, 1983, chap. 3-5.

<sup>40</sup> *Industriels et banquiers*, *passim* sur cette ère très européenne, à laquelle tous les grands groupes français, sidérurgiques inclus (dont ceux des dynasties Wendel et Schneider) furent étroitement associés.

Il n'y aurait pas de rapport entre l'Union européenne et l'ère d'idylle franco-allemande, qui fut particulièrement marquée dans les mois précédant et suivant l'opération Barbarossa ? Il y aurait solution de continuité entre l'ère ouverte par le « discours Schuman » et les mondanités politico-économiques de septembre 1941, où un parterre d'éminents synarques, financiers et, pour plusieurs d'entre eux, ministres de Vichy, accueillirent avec chaleur le secrétaire d'État Friedrich Landfried, président des mines de la Sarre et des *Reichswerke Hermann Göring*, entre autres conseils d'administration<sup>41</sup>? Et où ils délèguèrent le chef du comité d'organisation des banques et très pronazi Henri Ardant, pour « *exprim[er], d'accord avec Pucheu et Bichelonne, l'espoir que les plans allemands seraient assez vastes pour décider la suppression des frontières douanières et créer une monnaie unique pour l'Europe.* "Cette prise de position sans équivoque du président de la Société Générale qui doit être actuellement désigné comme le premier et le plus important des banquiers français semble particulièrement importante" » aux représentants allemands, commenta le rédacteur du rapport<sup>42</sup>.

Sans lien, vraiment, alors que la plupart des protagonistes, français et allemands, participeraient à « l'entreprise » européenne d'après-guerre, à tonalité évidemment plus américaine ? Notons d'ailleurs que, sauf exception – par éventuel décès naturel –, les partenaires français, allemands (belges, etc.) demeurèrent, dans toutes les branches industrielles et bancaires, les mêmes sous Weimar, Hitler et Adenauer. Exemple significatif, François Lehideux, neveu par alliance de Louis Renault et directeur général, avant-guerre, de sa société anonyme des usines Renault, fut, sous l'Occupation, « directeur responsable » du Comité d'organisation de l'automobile créé en octobre 1940, second du « comité européen de l'industrie automobile » à tête allemande fondé en janvier 1941, hôte des festivités de septembre 1941. Ministre de Vichy, et donc poursuivi par la Haute Cour de Justice (la quasi-totalité de ses pairs financiers ne le furent même pas), il fut définitivement blanchi par acquittement en juillet 1946 (près de deux ans avant Weygand), puis nommé par la très nazie famille Ford président de Ford France à l'été 1949<sup>43</sup>.

À ce degré de *continuité* dans les pratiques et dans les hommes, de l'entre-deux-guerres à l'après-guerre, on doit dénier toute légitimité scientifique à l'affirmation péremptoire que « *l'entreprise ne doit donc rien au nazisme ni à la collaboration entre Pétain et Hitler, puisqu'elle est précisément une réaction contre toutes les politiques pratiquées au temps de l'Europe occupée.* »

La dissociation absolue entre l'Europe des « trois bâtisseurs » et celle de l'ère nazie constitue depuis longtemps, j'y reviendrai, un impératif catégorique *politico-idéologique*, pour les « éminents historiens européens ». Du sujet de concours d'histoire de 2007, avaient été prudemment exclues les années 1933-1945, jugées pas assez « démocratiques » ni « pacifiques » pour une Union européenne-modèle absolu en ces matières. On conviendra aisément que cette éviction forcée est dépourvue de toute légitimité historique.

### **JEAN MONNET « L'AMÉRICAIN » : UNE CALOMNIE ?**

Jean Monnet est le plus sévèrement et longuement mis en cause par Philippe de Villiers, et par conséquent le plus ardemment défendu par les « éminents historiens

<sup>41</sup> [https://de.wikipedia.org/wiki/Friedrich\\_Landfried#cite\\_note-9](https://de.wikipedia.org/wiki/Friedrich_Landfried#cite_note-9) et Klee Ernst, *Personenlexikon*, Landfried, p. 355. Landfried, décédé en 1952, ne participa pas aux festivités européennes d'après-guerre, à la différence de la plupart de ses pairs allemands de conseils d'administration, et des Français présents en septembre 1941.

<sup>42</sup> Rapport transmis à CNIE 28 janvier 1947 par Parquet HCJ, cité ministère public contre Ardant, 7 janvier 1948, F12, 9569, souligné par moi (original in Burrin Philippe, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1995 p. 271). Liste, *Industriels et banquiers*, p. 508-509, noms cités, index.

<sup>43</sup> Lehideux, index de tous mes *op. cit.* sur les années 1930 et 1940, *Non-épuration* inclus.

européens » : ils en traitent, dans trois paragraphes jonglant avec une chronologie très à trous, et dont le second est curieusement intitulé (intertitre, peut-être, du journal d'accueil ?) « Monnet et monnaie ».

### Une jeunesse très anglo-américaine

Ils font silence sur la longue carrière financière britannique et américaine de ce fils d'un producteur de cognac, spectaculairement entamée avant 1914 et poursuivie à Londres même pendant la Première Guerre mondiale. Ce descriptif a pourtant été largement emprunté par de Villiers à la biographie d'un des signataires de la tribune, Éric Roussel, qui a naguère décrit la réputation « d'embusqué » qui faisait alors consensus dans les milieux dirigeants français (dont Clemenceau) sur le jeune Monnet<sup>44</sup>.

Les censeurs observent le même mutisme sur l'entre-deux-guerres de Monnet, résolument financier, plus que jamais anglo-américain ou plutôt de plus en plus américain : la reconstitution de ce cursus a pourtant été largement empruntée à Éric Roussel et à deux de ses compagnons de plume, Gérard Bossuat et Philippe Mioche<sup>45</sup>.

### Un Monnet, instrument de Washington en guerre contre de Gaulle

Ces derniers ont, comme tous leurs pairs, préféré ici pratiquer l'iconolâtrie envers un Jean Monnet dont « [l]a proximité avec les Américains » aurait joué un rôle décisif dans « la victoire » alliée. Cette pieuse fantaisie a été empruntée aux très « européens » *Mémoires* de Monnet, mensongers, sur toutes les questions historiques traitées<sup>46</sup>. Caractéristique qu'éclairent les conditions peu scientifiques de leur fabrication, objet du chapitre 2 de Villiers, « Les coulisses du mythe ».

Non, l'« expertise [de Jean Monnet n'a en aucun cas] contribu[é] au succès du Victory Program, le programme économique rooseveltien de la victoire. » Monnet ne fut qu'un des très compréhensifs Européens accueillis ou maintenus à Washington pendant la guerre, qui n'étaient considérés que comme des instruments indispensables aux plans américains d'installation en Europe, pas des partenaires : aucun d'entre eux ne participa en tant que décideur à la conception et à la mise en place de ces vastes projets. L'atteste notamment la consultation des archives publiées américaines, les *Foreign Relations of the United States*, si incomplètes et riches en « documents non publiés » qu'elles soient<sup>47</sup>.

C'est jouer avec les mots qu'affirmer que Monnet « n'a cependant jamais travaillé au secrétariat de Roosevelt. » Car il ne fut envoyé à Alger, le 23 février 1943, « qu'après des consultations avec la Maison-Blanche [à notre commune connaissance occupée par Roosevelt] et des conversations approfondies avec les Départements de la Guerre et d'État ». Monnet, « représentant du bureau des munitions présidé par Harry Hopkins », quitta Washington pour Alger avec pour mission formelle « d'informer régulièrement de ses impressions le Département d'État », et notamment un de ses tuteurs directs, Robert Murphy,

<sup>44</sup> *Jean Monnet*, Paris, Fayard, 1996, où Villiers, *op. cit.*, a puisé pour son chapitre 3, « Mister Monnet of Cognac. »

<sup>45</sup> Villiers, *op. cit.*, chap. 5, « La mariée de la place Rouge », occasion de développements sur la volonté de concilier « la Révolution bolchevique et [...] la haute finance anglo-saxonne », sous la houlette de William Bullitt!, et chap. 6, « Le banquier américain », dont il ressort pourtant surtout que Jean Monnet était devenu nettement plus américain que français.

<sup>46</sup> *Mémoires*, Paris, Seuil, 1976, *passim*, et *infra*. J'ai été frappée dès l'époque de ma thèse par son traitement mensonger des accords Blum-Byrnes, catastrophe qu'il qualifiait d'aubaine pour le relèvement de la France, *Marianne*, et divers travaux, dont « Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946) d'après les archives du Ministère des Affaires étrangères », *revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1984, p. 417-447.

<sup>47</sup> Dépouillées pour traiter la partie « américaine » des *Élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Dunod-Armand Colin, 2016, liste des 7 vol., p. 477.

éminent collaborateur, fort germanophile selon l'usage, de Roosevelt<sup>48</sup>. Il lui fallait en effet imposer Giraud et chasser de Gaulle, trop rétif aux ambitions illimitées des États-Unis : c'était l'objectif obsessionnel de Washington, qui garantirait en sus un après-guerre doux aux hommes de Vichy (à l'égard desquels, pourtant, de Gaulle allait se montrer très compréhensif, bien qu'ils eussent passé leur temps à le traiter, jusqu'à la Libération, de pantin des « rouges »).

Roosevelt et ses représentants, à Vichy, à Alger et ailleurs, s'entendaient fort bien avec les piliers de Vichy, que la mission américaine antigauilliste de Monnet, flanqué de Robert Murphy, ne manqua pas de rassurer. L'avaient démontré, d'une part, les excellentes relations des Américains, jusqu'à la Libération (et après) avec Pétain et les siens, et, d'autre part, leur recours successif, depuis 1941, à une série d'éminences pétainistes pas précisément « démocrates », dans la perspective des changements français indispensables d'après-guerre.

Ce fut d'abord Weygand, déjà présenté, puis Giraud, « évadé de la forteresse de Königstein » à la mi-avril 1942, avec la complicité de certains Allemands déjà sensibles aux impératifs catégoriques de la *Pax Americana*. Mais les Américains préférèrent à l'automne 1942 de leur débarquement en Afrique du Nord une autre « potiche », candidat rêvé, vu la faiblesse politique que lui valait la haine de la majorité du peuple français, Darlan : cette canaille, tonna Churchill, « tourne casaque par goût du pouvoir et des postes, [donne] non seulement à la France mais à toute l'Europe l'impression que nous sommes prêts à passer accord avec les *Quislings locaux* »<sup>49</sup>. Churchill s'indignait surtout de l'anglophobie déclarée du favori des Américains et de sa soumission *perinde ac cadaver* à leurs exigences, parmi lesquelles la transformation imminente de Dakar en base aéronavale américaine. Après que Darlan eut été supprimé le 24 décembre 1942, Washington opta à nouveau pour Giraud, pas moins cagoulard que les deux précédents. Des démocrates contre le dictateur de Gaulle ?

Non, tous disposés, comme tout l'appareil de Vichy, à s'adapter sans murmure au programme d'après-guerre américain, le même qu'en 1918, impliquant notamment renonciation à l'empire colonial et acceptation d'une priorité de la « reconstruction allemande ». Un responsable de l'OSS ensuite passé à la CIA, William Langer (et antisoviétique en diable), l'avait reconnu<sup>50</sup> avant que les archives ne permettent d'aller plus loin. Jean Monnet ne « se ralli[a] » pas volontairement à de Gaulle, mais il fut contraint de se rallier verbalement au général, qu'il détestait aussi cordialement que ses chefs américains.

Car le général, bête noire de Washington, disposait de l'énorme soutien populaire qui faisait défaut au vichyste Giraud : c'est cet appui qui lui assura la victoire, juste après qu'il eut, le 9 juin 1943, rédigé sa lettre de démission. Habitué de longue date à dissimuler, pour l'usage français, sa vassalité américaine, Monnet n'en avait pas moins conservé un grand sens politique. Il fut un de ceux qui reconnurent, le 9 juin, que la partie était compromise : on pourrait sans doute, commenta-t-il, évincer de Gaulle « dans les semaines à venir sans provoquer d'émotion », mais sa démission « prématurée » aggraverait les choses : « Giraud serait incapable de rester au pouvoir plus de deux-trois mois, après quoi l'opinion publique française réclamerait » le retour de son rival. Il n'en « prépara » pas moins, comme requis, le remplacement de De Gaulle par Catroux, qu'un trio présumé gauilliste « Catroux, Philip et Massigli » mit au point avec Murphy et le général Georges, également en vain<sup>51</sup>. Il dut donc admettre l'inévitable avant Roosevelt, qui résista comme un beau diable jusqu'à la reconnaissance officielle d'octobre 1944. Mais les délégués du président des États-Unis à

<sup>48</sup> Tél. 322 du secrétaire d'État Hull à Murphy, 23 février, *FRUS 1943*, II, p. 65.

<sup>49</sup> Message de Churchill à Roosevelt et tél. Foreign Office (FO) à Campbell, 17 novembre, *FRUS 1942*, II, p. 445-447, et *Élites 1940-1944*, 2<sup>e</sup> partie, *passim*.

<sup>50</sup> Langer, *Our Vichy gamble*, Amden, Archon Books, 1965 (1<sup>e</sup> édition, 1947), et *Choix*, index Langer.

<sup>51</sup> Tél. 1081 et 1082 Murphy à Hull, 11 juin, et 1091 Murphy à Hull, 12 juin, *FRUS 1943*, II, p. 150.

Alger lui conseillaient eux-mêmes de plus en plus vivement depuis l'été 1944, Murphy inclus, de se rallier à l'inévitable victoire de De Gaulle<sup>52</sup>.

Dans son ouvrage *L'Abîme 1939-1945*, publié en 1982, le spécialiste des relations internationales contemporaines Jean-Baptiste Duroselle décrit sinon le détail des interdits signifiés par Washington, du moins la franche hostilité contre un de Gaulle rétif à l'AMGOT<sup>53</sup>. Nul ne soupçonnait alors l'historien d'américanophilie, et à bon droit. Les archives, américaines, allemandes et françaises, attestent que Villiers n'a pas exagéré sur « les ordres » américains, non seulement intimés aux hommes politiques français mais répercutés sur la sphère académique qui leur était intimement liée. Sa démonstration, au chapitre 2 intitulé « Les coulisses du mythe », chronologie et documents à l'appui<sup>54</sup>, révèle le rôle d'organisateur académique des *Mémoires* de Monnet dévolu à Duroselle, et qu'il assumait sans faiblir : en fait foi la correspondance (1960-1966) entre Jean Monnet et ses tuteurs américains. J'ai pu moi-même constater en 1982 que le prestigieux historien ne censurait pas son loyalisme envers Washington. Comme mon jury m'y avait invitée en novembre 1981, à la soutenance de ma thèse d'État, j'avais sollicité, par téléphone, Duroselle, alors directeur des éditions de la Sorbonne, de la publier, selon la tradition. Intitulée « *CGT et revendications ouvrières face à l'État, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947) - Deux stratégies de la Reconstruction* », elle décrivait l'extrême dépendance de la France envers les États-Unis après la Libération. Duroselle la qualifia de « politique » ou « communiste » et « anti-américaine », et me le signifia en termes violents : il hurla au bout du fil (un auditeur involontaire s'en rendit compte à une pièce de distance) que, tant qu'il occuperait ce poste, cette thèse « *ne serait jamais publiée aux éditions de la Sorbonne* ». Jean Bouvier, mon directeur de recherches, auquel j'avais, sidérée, conté ma mésaventure, commenta : « *ça ne m'étonne pas, c'est le plus américain des historiens français* »<sup>55</sup>.

Le censeur de 1982 n'en était pas moins tenu de respecter certaines règles méthodologiques, impératives pour un historien de sa génération, règles qu'ont balayées les générations suivantes d'europhobes.

#### « L'ARGENT D'OUTRE-ATLANTIQUE », UNE VIEILLE AFFAIRE

Troisième grief, et pas le moindre -- vu son lien direct avec la question des « historiens de l'Europe » depuis la naissance de l'histoire officielle à laquelle sont voués tout ou partie de leurs travaux --, « l'argent d'outre-Atlantique ». Nos « éminents historiens européens » jouent encore sur les mots en suggérant que « *le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (CAEUE), groupe de pression de Monnet [...] créé en 1955 (et pas en 1948!)* », aurait été le premier groupement américain venu au secours financier des « Européens ». Les archives américaines débusquées par Philippe de Villiers ne font que confirmer celles du Quai d'Orsay, ouvertes de longue date. « L'europhobe convaincu » n'a pas menti sur les liens initiaux et durables, non seulement de Monnet, mais aussi du ministre des Affaires étrangères Schuman, et de tous les « Européens » zélés, de la gauche anticommuniste à l'extrême droite, avec « *la Fondation Ford et l'American Committee on United Europe [ACUE], faux nez de la*

<sup>52</sup> Détails sur tout ce qui précède, *Élites 1940-1944*, chap. 6-9 et index (sur juin 1943, p. 341-342, sur la base des courriers *FRUS 1943*, II.

<sup>53</sup> *L'Abîme 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982.

<sup>54</sup> *J'ai tiré*, chap. 2, et documents 1 à 3 (5 lettres). La révélation a mis les signataires en fureur.

<sup>55</sup> Une thèse qui ne récusait pas la problématique de l'impérialisme américain était alors déjà classée « communiste », et impubliable ailleurs qu'aux Éditions sociales, où le fut la mienne. Les signataires, qui écrivent si volontiers des articles ou des livres en interviewant des « grands témoins » de l'Europe, ne contesteront pas *a priori* un témoignage que je certifie sur l'honneur.

CIA ». Or, l'ACUE, officiellement fondé en mars 1949, fut « organisé dès le début de l'été 1948 »<sup>56</sup> et pas « en 1955 », date de naissance officielle d'un de ses nombreux surgesons.

De deux choses l'une : ou Villiers dit vrai, et on ne voit pas en quoi son propos serait condamnable ; ou c'est faux, ce que n'osent écrire les censeurs : « il n'y a rien de nouveau, car cela fait des années que les historiens le savent et le disent à leurs étudiants. » Je n'ai pourtant pas gardé le souvenir d'une communication publique intense de mes collègues sur la question. « Des années » seulement ? Les sources déclassifiées dès les années 1970-1980 décrivaient la corruption politico-syndicale à échelle européenne publiquement fixée dès le congrès de l'AFL de novembre 1944<sup>57</sup>

Elle fut confiée, la guerre à peine finie, au délégué officiel en Europe du *Free Trade Union Committee* (FTUC) de l'*American Federation of Labor* (AFL), Irving Brown, second du pilier du FTUC Jay Lovestone : officiel leader syndicaliste, comme son chef homme des services secrets depuis la Deuxième Guerre mondiale au plus tard, il fut chargé par son syndicat et par les vrais décideurs et financiers de l'entreprise, le Département d'État et de ses services (OSS et autres services ayant précédé la CIA, puis CIA), de venir à bout, sous couvert d'action syndicale « démocratique » de la radicalisation qu'avaient provoquée la crise, la guerre et l'occupation allemande dans le mouvement syndical européen. Pour casser le syndicalisme combatif ou « communiste » et faire barrage au projet de Fédération syndicale mondiale incluant les syndicats soviétiques, Irving Brown inonda d'argent le syndicalisme anticommuniste d'Europe occidentale – sans oublier l'Europe orientale, où il agit prioritairement via les syndicats ouest-allemands. L'ensemble de ce sujet était dans les décennies 1980-1990 traité en langue anglaise, et le spécialiste britannique de la « Guerre froide » syndicale américaine Anthony Carew, lui a consacré une synthèse essentielle dès 1987<sup>58</sup>. Il n'avait alors guère droit de cité en France<sup>59</sup>.

On sut aussi précocement que le Plan Marshall avait codifié et généralisé ces fonds de corruption contre les communistes et leurs organisations dites « satellites ». Ces fonds structurels, entièrement financés par les emprunteurs, étaient fournis par les « crédits de contre-valeur » -- 5, puis 10% du total des prêts Marshall, à titre de « dépenses administratives » des Américains, qui en avaient la complète maîtrise. Ils les nichèrent dans la rubrique « publicité » en faveur du Plan salvateur imposée à chaque « pays Marshall » par les accords bilatéraux signés. À partir de 1950, sans préjudice d'appartenance à d'autres rubriques, ces fonds furent officiellement affectés à la « hausse de la "productivité" supposée résulter de l'octroi des crédits américains<sup>60</sup>. Carew vient d'ailleurs de livrer sur l'ampleur, *effarante*, de cette corruption, fruit de la collaboration intime entre le FTUC et la CIA, un nouvel ouvrage. Il évalue, pour nombre de centrales européennes, le tarif en dollars, à partir

<sup>56</sup> Aldrich Richard, « OSS, CIA and European unity: The American Committee on United Europe, 1948–60 », *Diplomacy & Statecraft*, 8/1, 1997, p. 185 (184-227), et *infra*.

<sup>57</sup> Détails rapportés, sources du Quai d'Orsay et bibliographie anglophone à l'appui : deux notes suivantes, dont mon article « Autour d'Irving Brown: l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947) », *le mouvement social*, avril 1990, p. 84-85 (79-118).

<sup>58</sup> Carew, « The Schism within the World Federation of Trade Unions : Government and Trade Union Diplomacy », *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335, et *Labour under the Marshall Plan*, Manchester University Press, 1987, et bibliographie anglophone citée dans mon article « Réflexion sur un ouvrage récent (1992) », 2 articles, *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, 1994, <http://www.historiographie.info/bossuat.pdf>. Moi-même, invitée à un débat sur France Culture organisé par

<sup>59</sup> Seuls en lice, Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Éditions Sociales, 1986 (tiré d'une thèse d'État soutenue en 1981), réédition, Delga, 2019 ou 2020; « Autour d'Irving Brown » (reproduit in *Scissions syndicales*, n. suiv.), et l'Américain Irwin Wall, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989 (traduit en français avait sa parution américaine).

<sup>60</sup> Réf. des deux notes précédentes et Lacroix-Riz, *Scissions syndicales, réformisme et impérialismes dominants, 1939-1949*, Montreuil, Le Temps des cerises, 2015, p. 87-249.

de 1945, des scissions syndicales et du retrait de la Fédération syndicale mondiale – tiers-monde inclus -- en poussant l'étude jusqu'à la fin des années 1960<sup>61</sup>. On peut espérer qu'elle trouvera la traduction dont son premier ouvrage n'a pas encore bénéficié.

Les versements aux diverses catégories de pro-américains avaient commencé pendant la guerre. Allen Dulles, que Roosevelt avait envoyé dès novembre 1942 comme chef de l'OSS pour l'Europe, avec l'Allemagne pour cœur de mission, les distribuait à la « résistance » de gauche et de droite sur les seuls critères de l'anticommunisme et de l'anti-gaullisme : souvent avant les Français<sup>62</sup>, des historiens anglophones sérieux l'ont établi de longue date. Parmi eux, Frances Saunders, que Villiers ne mentionne pas, et qui a montré, plus nettement que ses pairs, que la « Guerre froide » culturelle – et politique --, avait été richement financée par Washington. Et que ces fonds étaient passés par le canal de la CIA, peu après sa naissance à l'été 1947, directement ou sous le couvert d'associations *faussement* privées, dont la Fondation Ford. Car celle-ci était bien, parmi d'autres comme les fondations Farfield, Rockefeller, Kaplan, etc., un « faux nez de la CIA » autant que « l'American Committee on United Europe » du tandem des intégristes catholique William Donovan, chef de l'OSS puis éminence grise de la CIA qu'il avait forgée<sup>63</sup>, et protestant Allen Dulles<sup>64</sup>.

Villiers n'a pas omis, en revanche, une autre référence, incontestable, sur les services secrets américains et britanniques, Richard Aldrich. Les travaux, formels, de ce dernier -- une partie d'un ouvrage issue d'un article antérieur spécifiquement consacré à l'ACUE « *OSS, CIA and European unity: The American Committee on United Europe, 1948–60* »<sup>65</sup> -- dressent Schuman et Monnet en fœux des États-Unis parmi les plus spectaculaires. La concurrence entre délégués étendus de la gauche anticommuniste à toutes les nuances de la droite était certes vive, en France et ailleurs : tous les « pères de l'Europe » occupent une place de choix dans le dispositif, Adenauer, Spaak, Léon Blum, Gasperi, Churchill, pour ne citer que ces vedettes du « Mouvement européen », tous cinq présidents d'honneur du Conseil de l'Europe. Aldrich n'a eu qu'à puiser dans la thèse sur les débuts du « Mouvement européen », de François-Xavier Rebattet, fils de Georges, secrétaire général dudit mouvement, soutenue à Oxford en 1962, mais ouverte au public seulement au début des années 1990.

Aldrich apparaît favorable ou, au pire, pas hostile, à l'entreprise américaine ou euro-américaine autant que Rebattet (et nos « éminents historiens européens ») en la décrétant compatible avec des intérêts mutuels bien compris. Mais, sur cette convergence postulée entre « Européens » et Américains travaillant pour l'ACUE décrétés sincèrement « fédéralistes » et pro-« ONU », il ne présente aucune source<sup>66</sup>. Quand il se réfère aux archives, il confirme l'impitoyable article, centré sur Schuman et Spaak, du journaliste britannique Ambrose Evans-Pritchard, dans le *Daily Telegraph* du 19 septembre 2000,

<sup>61</sup> *American Labour's Cold War Abroad*, Athabasca University Press, 2018.

<sup>62</sup> Très approbateurs, et prétendant que le bénéficiaire des fonds Henri Frenay était gaulliste, mais très clairs sur l'importance des fonds Dulles, Belot Robert, Karpman Gilbert, *L'affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle?* Paris, Armand Colin, 2009, mais Péan Pierre, *Vies et morts de Jean Moulin*, Paris, Fayard, 1998, est formel sur l'incompatibilité entre le soutien de Dulles et le gaullisme; *Élites et Non-épuration*, index Dulles.

<sup>63</sup> MM. Frank et Bossuat ont, dans leur nouvelle tribune du *Monde* contre Villiers le 17 avril menti par omission en définissant Donovan comme « l'homme qui a contribué à créer cette agence en 1947, sans en avoir jamais fait partie » : voir la récente synthèse de Waller Douglas, *Wild Bill Donovan: The spymaster who created the OSS and modern American espionage*, New York, Free Press (Simon & Schuster), 2011.

<sup>64</sup> Saunders, *The cultural Cold War, passim*, référence par excellence, même pour les chercheurs qui la contestent, voir bibliographie citée dans « Impérialisme français et partenaires dominants »; Lucas Scott, *Freedom's war. The American crusade against the Soviet Union, 1945-56*, Manchester, Manchester University Press, 1999

<sup>65</sup> *The hidden hand : Britain, America, and Cold War secret intelligence*, London, John Murray, 2001, et « OSS, CIA and European unity », déjà cité.

<sup>66</sup> « OSS, CIA and European unity », p. 184-186.

« *Euro-federalists financed by US spy chiefs* » : « les dirigeants du Mouvement européen [, tels] le visionnaire Robert Schuman et l'ancien premier ministre belge, Paul-Henri Spaak [,] étaient tous traités par leurs bailleurs de fonds américains comme des stipendiés (*hired hands*). Le rôle des États-Unis fut géré comme opération clandestine [selon la norme habituelle des « opérations » de la CIA]. Les fonds de l'ACUE provenaient des fondations Ford et Rockefeller ainsi que de milieux d'affaires étroitement liés au gouvernement américain. »<sup>67</sup> Aldrich, si « occidental » qu'il se revendique, n'a pas trouvé traduction française.

Nos « éminents historiens européens » justifient tout en matière d'« argent d'outre-Atlantique », puisque l'« aide américaine à Monnet, à Schuman, à [Henri] Frenay, à Force ouvrière et à d'autres syndicats, procède d'une mobilisation contre l'URSS. » Ils nous livrent là leurs convictions politiques anticomunistes ou antisoviétiques et rappellent leur adhésion à la *Pax Americana* ou au *Bellum Americanum*. Ils ne nous démontrent pas que cette extrême dépendance, régulièrement signifiée par Washington en termes humiliants pour l'ego des intéressés, résulte d'une parfaite adéquation entre intérêts objectifs français et américains. D'ailleurs, si l'harmonie était si complète, pourquoi ces pratiques financières ont-elles été systématiquement dissimulées aux contemporains ?

#### LE TANDEM MONNET-SCHUMAN ET LA PRÉTENDUE « BOMBE » DU 9 MAI 1950

Sans transition, les « éminents historiens européens » passent, à propos de leur héros Monnet, de 1943 à mai 1950, le créditant d'avoir « souffl[é] l'idée [de la CECA] au ministre Robert Schuman ». Cette autre légende inoxydable reprend implicitement celle, au cœur des *Mémoires* de Monnet, du « secret absolu » d'un projet caché même au Quai d'Orsay – que Schuman dirigea de juillet 1948 à décembre 1952.

Les censeurs, qui paraissent n'avoir pas consulté les fonds du Quai d'Orsay lui-même, entonnent le refrain de « [l]a célèbre “déclaration” » du 9 mai 1950 de Schuman, « approuvée au préalable par Konrad Adenauer, chancelier de la nouvelle République fédérale d'Allemagne » : « à ce projet, fondateur de l'Europe des six » se seraient miraculeusement ralliés « quatre autres États ». Dont deux, on ne nous le dit pas, comptaient déjà parmi les membres fondateurs, en 1926, du cartel international de l'acier, à forte base initiale franco-allemande.

#### DES PLANS WILSONIENS AU PLAN MARSHALL

Le plan américain d'une « Europe » centrée sur le Reich – momentanément ouest-allemand seulement, vu les circonstances militaires de 1945 – érigé en chef de file de la « reconstruction » du continent, avait occupé la scène internationale depuis l'ère Wilson : il avait précédé la Première Guerre mondiale, comme le politiste néerlandais Kees Van der Pijl l'a, après nombre d'historiens, rappelé en 1984<sup>68</sup>. Mais les « éminents historiens européens » détestent la problématique, si largement agréée avant 1914, de « l'impérialisme » quand il s'agit des États-Unis : ceux-ci se seraient bornés au rôle de bienveillant protecteur de l'Ouest du continent contre la terrible « menace soviétique », si éclatante en 1950.

Villiers, homme de droite, a, comme Éric Branca en 2018, et l'homme de droite de Gaulle bien avant eux, découvert des États-Unis obsédés par leur permanente surproduction

<sup>67</sup> Evans-Pritchard, « *Euro-federalists financed by US spy chiefs* », *Daily Telegraph*, 19 septembre 2000; les travaux scientifiques ont montré que l'effort financier était assumé par les contribuables américains, voir en particulier Saunders et Scott Lucas, *Freedom's war, passim* et européens (via les fonds de contre-partie notamment, Lacroix-Riz, travaux cités sur le Plan Marshall).

<sup>68</sup> Plans « européens » et projet de « classe dirigeante atlantique », mis au point entre le début de l'ère impérialiste et l'ère wilsonienne, décrits par le politiste néerlandais Kees Van der Pijl, *The Making of an Atlantic Ruling Class*, Londres, Verso, 2012 (1<sup>er</sup> éd., 1984), chap. 2 et 3.

de marchandises depuis les années 1890. Si antisoviétique qu'il s'affirme (rien ne permet de le contredire sur ce point), l'« europhobe convaincu [...] retiré de la vie politique » (selon le chapeau du *Monde*), a osé négliger l'impact de « la menace soviétique » sur la noble entreprise européenne. Il a bien fait. Plus sérieux étaient en effet les vieux plans économiques américains, qui visaient à intégrer l'Europe à la Porte ouverte, et auxquels le lancement du Plan Marshall fournit une impulsion décisive. On le sait de longue date même en France, où cette problématique a reçu, en mars 1991, les cautions académiques d'un colloque international sur *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*. Ses conclusions scientifiques convergentes ont été depuis lors mises au placard : il est de mauvais ton de contester le mythe -- sacro-saint sous nos climats « occidentaux » -- d'une « aide » américaine salvatrice à l'Europe occidentale.

Or, la session avait confirmé les vieilles démonstrations des historiens « révisionnistes »<sup>69</sup> américains puis du Britannique (pas radical) Alan Milward<sup>70</sup> après eux, établissant, entre autres :

1° que le Plan Marshall était le fruit d'une stratégie fixée par Washington entre 1942 et 1945. Les États-Unis n'avaient alors cessé de rechercher les moyens d'éviter ou de différer la crise de reconversion, inévitable et violente, qui avait suivi la précédente guerre mondiale, et de proscrire « le cauchemar de la dépression » des années 1930<sup>71</sup>. La reconstruction générale de l'Europe entraînerait fatalement une baisse de ses énormes importations d'origine américaine. Le seul moyen d'y parer était, normes du commerce international fixées à Bretton-Woods à l'appui, de *poursuivre* le flux des crédits en dollars ininterrompu depuis le Prêt et Bail à l'Angleterre de 1941<sup>72</sup>;

2° que le Plan Marshall n'avait *nulle part* contribué à la reconstruction des forces productives, qui ne l'avait pas attendu : certains anciens pays occupés, dont la France, avaient retrouvé dès 1947 leur niveau industriel de 1938<sup>73</sup>;

3° que le Plan Marshall avait représenté une étape majeure dans le combat contre la concurrence qu'occasionnait aux États-Unis le bilatéralisme (hors devises fortes) du commerce inter-européen, Est-Ouest en particulier : apprécié depuis le 19<sup>e</sup> siècle de l'ensemble du continent, toujours taxé par Washington d'« autarcie », il était condamné à mort par le couperet dollars de Bretton-Woods<sup>74</sup>;

3° que le Plan Marshall avait surtout permis à l'Allemagne occidentale de se débarrasser officiellement des « réparations »<sup>75</sup>. Les « réparations », versées tant aux Soviétiques qu'aux autres pays bénéficiaires sur le papier, eussent entravé l'urgente et

<sup>69</sup> Au sens américain du terme, c'est-à-dire ayant « révisé » l'histoire officielle de la Guerre froide : il s'agit d'historiens de la gauche radicale, dite New Left, sans rapport aucun avec ce qu'on appelle « révisionnisme » en français, autrement dit la négation des chambres à gaz.

<sup>70</sup> Alan S. Milward, *The Reconstruction of Western Europe 1945-1951*, Londres, 1984 : son chap. I anéantit avec brio les explications traditionnelles sur la prétendue « crise de 1947 », qui fut, non pas une crise de production, mais *exclusivement* une crise des paiements extérieurs, en dollars, règle imposée à tous en matière de commerce international, contre le vieux bilatéralisme, p. 1-55.

<sup>71</sup> Sur les débats au Congrès à ce sujet, Williams, *The Tragedy*.

<sup>72</sup> Williams, *Tragedy*, chap. 6, « The nightmare of depression and the vision of omnipotence », p. 202-276, et G. et J. Kolko, *op. cit.*

<sup>73</sup> René Girault et Maurice Lévy-Leboyer, dir., *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France et du Comité d'histoire industrielle, 1991, *passim*.

<sup>74</sup> *Ibid.*, dont Lacroix-Riz, « Plan Marshall et commerce Est-Ouest : continuités et ruptures (cas français et perspective comparative) 1945-1952 », p. 651-683 (et sa bibliographie); « Réflexion sur un ouvrage récent » (« Méfaits ou bienfaits du bilatéralisme sans dollars », discussion de l'argument de Bossuat d'un bilatéralisme désuet ou « sclérosant », par opposition au dollar-roi moderne); G. et J. Kolko, *The Limits of Power*

<sup>75</sup> *Ibid.*, Werner Abelschäuser, « Le Plan Marshall et la première phase de reconstruction de l'Allemagne de l'Ouest », p. 415-447. Pionnier sur le vrai motif du veto américain contre les réparations, Bruce Kuklick *American Policy and the Division of Germany. The clash with Russia over Reparations*, Ithaca, 1972.

prioritaire « reconstruction » des zones occidentales de l'Allemagne [qui intéressait si directement les capitaux américains]. Cette priorité allemande fut imposée autres « pays Marshall » -- c'est ainsi que le Département d'État les désignait depuis 1948)<sup>76</sup> -- comme condition *sine qua non* de « la reconstruction de l'Europe ». De fait, les « réparations » eussent bénéficié aux vainqueurs militaires et/ou victimes européens et consécutivement réduit les gains attendus de l'installation (ou réinstallation) des États-Unis en Allemagne : cette perspective, aussi insupportable qu'au terme de la guerre générale précédente, fut, cette fois-ci, liquidée plus vite encore, et pas pour l'URSS seulement.

L'assentiment *de fait* donné à « la reconstruction prioritaire » de l'Allemagne occidentale – réarmement *stricto sensu* compris – conditionna formellement l'octroi des crédits américains à tout « bénéficiaire ». Clairement notifiée à tous les pays emprunteurs la guerre à peine finie, la règle de « la coopération européenne » fut annoncée le 5 juin 1947 par le secrétaire d'État Marshall dans un discours exigeant la création d'une Union européenne. Elle fut brutalement énoncée en « six points », les 10 et 11 septembre 1947, par le richissime financier et secrétaire américain au Commerce William Clayton aux Seize (pays d'Europe occidentale<sup>77</sup>) réunis à Paris depuis juillet. Elle comportait des conditions, notamment allemandes, qui en rendaient la réalisation délicate, tant pour le Royaume-Uni que pour les pays anciennement occupés, et même les pays neutres<sup>78</sup>.

### « L'ogre soviétique »?

Les signataires européistes de la tribune du 27 mars ont donc effacé les années 1918-1950 pour faire commencer les choses « européennes » à « l'idée » attribuée au tandem Monnet-Schuman. L'initiative française, soutenue par un Adenauer aussi autonome ou indépendant, aurait simplement reçu « l'approbation des États-Unis, trop heureux de voir l'Europe occidentale se renforcer face à la menace soviétique. » Certains des signataires de la « tribune » semblent avoir oublié que leurs propres travaux antérieurs<sup>79</sup>, sont, bien que les Soviétiques et les communistes vernaculaires y soient régulièrement accusés du pire *antagoniques* avec cette thèse.

Des États-Unis juste intéressés à l'entreprise par souci de « la menace soviétique », et bienveillants envers cette œuvre essentiellement française? Aucun des responsables occidentaux, américains inclus n'a jamais cru à ladite menace d'un pays qui, d'une part, n'avait jamais montré d'ardeurs offensives contre ses voisins et qui, d'autre part, était si ruiné par la guerre allemande qu'il fut sans répit traité par Washington en mineur bien que la

<sup>76</sup> *Foreign Relations of the United States, passim* ; l'ambassadeur Henri Bonnet usait couramment de l'expression « pays ERP ».

<sup>77</sup> Allemagne officiellement exclue, mais représentée par ses chefs américains, et objet central de ladite conférence, voir n. suiv.

<sup>78</sup> Cas français, Lacroix-Riz, *Marianne*, et *Carcan*, chap. 5 : citation de Clayton; tél. Bidault à Bonnet et Massigli, Paris, 12 septembre 1947, MAE, A.22.9. 2 C II, VCCD, p. 101-102, et bibliographie sur la reconstitution précoce de la Wehrmacht, citée *infra*; cas anglais, *Carcan*, avec bibliographie « révisionniste » sur l'affaiblissement britannique définitif, dont, en français, Farnetti Richard, *L'économie britannique de 1873 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1993; cas suédois et scandinave, Gunnar Adler-Karlsson, *Western Economic Warfare 1947-1949. A Case Study in Foreign Economic Policy*, Stockholm, 1968; Lacroix-Riz, *L'économie suédoise entre l'Est et l'Ouest 1944-1949: neutralité et embargo, de la guerre au Pacte Atlantique*, Paris, L'Harmattan, 1991; « La Scandinavie et l'Europe d'après-guerre: projets et prises de positions de la guerre à 1947 », *Actes du colloque Plans des temps de guerre pour l'Europe d'après-guerre 1940-1947*, Bruylant, Bruxelles, 1995, p. 527-562.

<sup>79</sup> Gérard Bossuat, *L'Europe occidentale à l'heure américaine. Le Plan Marshall et l'unité européenne 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992, et « Réflexion sur un ouvrage récent (1992) », 2 articles, *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, 1994, <http://www.historiographie.info/bossuat.pdf>

victoire des États-Unis dépendit de son rôle militaire primordial<sup>80</sup>. Le milliardaire Averell Harriman, héritier d'un immense empire financier, ambassadeur à Moscou de 1943 à 1946 et chargé après-guerre dans la sphère d'influence européenne de Washington de mainte autre mission diplomatique, dont celle d'ambassadeur extraordinaire du « Plan Marshall », avait d'ailleurs cru pouvoir annoncer aux siens, en février-mars 1944, que l'URSS à quia ne tirerait même pas la moindre garantie territoriale de sa victoire : « *appauvrie par la guerre et à l'affût de notre assistance économique [...] un de nos principaux leviers pour orienter une action politique compatible avec nos principes* », elle n'aurait pas la force d'empiéter sur l'Est de l'Europe. Elle devrait se contenter pour l'après-guerre d'une promesse d'aide financière américaine, ce qui nous « *éviterait le développement d'une sphère d'influence de l'Union Soviétique sur l'Europe orientale et les Balkans* »<sup>81</sup> (il se trompa sur ce seul point).

La « menace » apparaissait plus pitoyable en pleine « Guerre froide » officiellement déclarée. La victoire « occidentale » fut acquise par KO depuis 1947, avec l'affaiblissement et l'isolement spectaculaires des communistes d'Europe occidentale, entre Kominform (septembre 1947) et prétendu « coup de Prague » (février 1948). En novembre 1948, H. Freeman Matthews, chef du Bureau Europe du Département d'État, alors ambassadeur à Stockholm, ricanait comme ses pairs sur « l'ogre soviétique » brandi quotidiennement<sup>82</sup>. Tous les pays « occidentaux » avaient réussi, via leur presse ou tout moyen disponible, à épouvanter en tant que de besoin leurs nationaux respectifs, et ils ne cessaient de se congratuler sur leur triomphe politique contre le loup-garou<sup>83</sup>.

#### **EUROPE AMÉRICAINE ET PERMANENCE DU CARTEL « EUROPÉEN »**

Le temps était venu d'appliquer au Vieux Continent la « Porte ouverte » lancée en 1899 par le secrétaire d'État Hay à propos de la Chine que se disputaient les rivaux européens des Américains – lesquels la voulaient pour eux tout seuls. La formule avait été avancée à propos de l'Europe par Wilson puis ses successeurs, mais les Américains disposaient en 1945 dans leur zone d'influence de moyens d'exécution autrement plus radicaux qu'en 1918. Après les secrétaires d'État Hull, Byrnes et Marshall, ce fut au tour de Dean Acheson de taper sur le clou, ce qui ne signifie pas, au contraire de ce qu'écrit Villiers, « *que tout a[vait] commencé [...] en 1949* ». L'intervention américaine permanente relevait du secret de Polichinelle depuis l'immédiat après-guerre. La seule annonce, et non la mise en œuvre – depuis la fin 1948 seulement -- du fugace « Plan Marshall », vite arrêté et officiellement « militarisé » sous prétexte de guerre de Corée<sup>84</sup>, avait donné un tour décisif à la méthode de la schlague.

Étape décisive de la fondation de l'Union européenne, celle, le 3 avril 1948, de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), bientôt confiée à la présidence de la « potiche » des Américains Spaak, annonça la suite. L'OECE avait été dès l'origine soumise, comme la Direction des Affaires économiques et financières (DAEF) du Quai d'Orsay l'écrivit fin mai 1948 au ministre des Affaires étrangères Georges Bidault, « à

<sup>80</sup> Nombreux exemples, Geoffrey Roberts, *Les guerres de Staline*, Paris, Delga, 2014; Lacroix-Riz, « États-Unis et Vatican dans les tractations de paix de la Deuxième Guerre mondiale », in Marie-Claude L'Huillier, Anne Jollet, dir., *Guerre et paix*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 185-206, et *Élites*.

<sup>81</sup> Tél. 861.01/2320 de Harriman, Moscou, 13 mars 1944, *FRUS 1944, IV, Europe*, p. 951.

<sup>82</sup> Lettre n° 1068, de l'ambassadeur de France Dampierre au MAE Schuman, Stockholm, 23 novembre 1948, Europe généralités, 43, MAE.

<sup>83</sup> Tarte à la crème de la « menace soviétique », Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Éditions Sociales, 1986, réédition, Delga, 2020; « 1947-1948. Du Kominform au “coup de Prague”, l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme? », *historiens et géographes*, n° 324, août-septembre 1989, p. 219-243. *Carcan*, chap. 5 (et sa bibliographie).

<sup>84</sup> Sur la transformation officielle de l'ECA ou de l'ERP en MSA (*Mutual Security Agency*, Agence de Sécurité Mutuelle) encore plus contraignante, « Plan Marshall et commerce Est-Ouest », « 2. Le miracle coréen : vigueur et limites de la puissance américaine (juillet 1950-1952) ».

une véritable tutelle américaine » et privée de tous « pouvoirs de contrôle et d'initiative ». Il y a quelques décennies, Gérard Bossuat lui-même reconnaissait cette réalité qui, à lire les rédacteurs du Quai d'Orsay, était pire encore que ce qu'en décrivait *L'Humanité* quotidienne<sup>85</sup>. Certes, il euphémisait sur « la transparence » exigée par nos « mentors [américains] sourcilleux et parfois odieux, toujours encombrants, mais salutaires parfois » [pas toujours, donc?] « mal supportée » par des hauts fonctionnaires excédés. Mais il décrivait du même coup, avec le « contrôle permanent de bonne utilisation des produits ERP » (*European Recovery Program*, nom américain du Plan Marshall, géré par l'*Economic Cooperation Administration* : « exigence contractuelle irritante », écrivait-il<sup>86</sup>, à propos d'un contrat strictement unilatéral. C'était désigner, en bon français, un contrôle permanent et quotidien, tant dans la métropole que, et de plus en plus visiblement au fil des ans, dans l'empire, en partie contrôlé depuis le débarquement nord-africain de novembre 1942<sup>87</sup>. Rien ne le distinguait des pratiques régnant chez les vaincus soumis à l'AMGOT, et l'historien ne les légitimait que par choix idéologico-politique, et comme dans la tribune, pour le coup, par l'antisoviétisme.

Le lancement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier donna à la « tutelle américaine » un caractère spectaculaire, et pas seulement sur le terrain économique. La CECA consacrait le triomphe officiel de la *Gleichberechtigung* économique. Au mensonge sur le « secret » à trois, s'ajoute un autre gros mensonge par omission. La CECA devait abolir les derniers lambeaux des limitations de production industrielle allemande définies en 1945 et déjà unilatéralement relevées à l'été 1947 par les Américains, escortés des Anglais<sup>88</sup>. Adenauer et son ministre des Affaires étrangères Walter Hallstein allaient immédiatement clamer *urbi et orbi* que le principe d'une stricte « égalité des droits » était antagonique avec les restrictions imposées par la défaite de mai 1945. Et la *Gleichberechtigung* ne serait pas seulement économique, mais aussi, comme dans l'entre-deux-guerres, militaire<sup>89</sup>.

Nos « éminents historiens », qui present la thèse du secret autonome du trio Monnet-Schuman-Adenauer sur la « bombe » concoctée en dehors du Quai d'Orsay, ont oublié (?) de préciser que Washington avait au printemps 1950 – deux mois et demi avant de disposer du prétexte coréen -- décidé de faire enfin venir au jour son vieux projet de réarmement allemand *stricto sensu*. Le Quai d'Orsay le savait d'autant plus qu'il avait lui-même fixé la date du discours : la prétendue « bombe » permettrait à Schuman d'esquiver dans l'immédiat une étape politiquement délicate, vu la vivacité, dans son pays, du souvenir de l'Occupation. Il devait se rendre à Londres, le 10 mai, à la conférence atlantique où les Américains, aimablement suivis par leurs « alliés » britanniques (qui ne tenaient pas trop à entrer dans cette union européenne), exigeraient de lui l'accord officiel français à la reconstitution *stricto sensu* de la Wehrmacht<sup>90</sup>, ou, selon la formule de mars 1949 de Bonnet, le recours au

<sup>85</sup> Citation Note DAEF pour Bidault, 28 mai 1948, MAE, A.22.9. 2 C IV, consulté dans les années 1970, avant classement définitif, archives du ministère des Affaires étrangères (MAE), et toutes les sources citées dans mes travaux.

<sup>86</sup> Bossuat, *L'Europe occidentale à l'heure américaine*, « La souveraineté des États européens mise en cause? » (point d'interrogation purement diplomatique), p. 112 sq.; « Le cas de la France », sous-paragraphe de « Une intervention modulée dans les affaires européennes », p. 180 sq., et *passim*

<sup>87</sup> Économie et bases aéronavales, Lacroix-Riz, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington du débarquement à l'indépendance 1942-1956*, Paris, L'Harmattan, 1988, *passim*.

<sup>88</sup> *Le choix de Marianne*, chap. 4, « La reconstruction prioritaire de l'Allemagne : la France mise devant le fait accompli (juillet 1947) », p. 133-136 de l'édition de 1985.

<sup>89</sup> Lacroix-Riz, « Paris et Washington au début du Plan Schuman », communication au colloque d'Aix-la-Chapelle de mai 1986 sur *les débuts du Plan Schuman 1950-1951, Die Anfänge des Schuman-Planes 1950-1951*, éd. Klaus SCHWABE, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 1988, p. 241-268.

<sup>90</sup> Détail, Lacroix-Riz, « Vers le Plan Schuman : les jalons décisifs de l'acceptation française du réarmement allemand (1947-1950) », *guerres mondiales et conflits contemporains*, « I. De la reconstruction prioritaire au réarmement », n° 155, juillet 1989, p. 25-41; « II. Paris et le projet américain de réarmement de

« *potentiel militaire que représent[ai]ent en Allemagne de nombreuses générations bien aguerries* » contre les « *armées russes* »<sup>91</sup>. Autre facette de la prétendue « initiative révolutionnaire », « pacifique » en sus, de Schuman, fable tirée des mémoires mensongers de Monnet ou d'Acheson<sup>92</sup>.

Cette puissante empreinte américaine n'empêcha pas le projet de conserver nombre de ses caractéristiques initiales de cartel « européen »<sup>93</sup>. Lequel présenterait pour les États-Unis de sérieux inconvénients concurrentiels et leur rappelait par trop le cartel sidérurgique d'avant-guerre dont ils n'étaient pas les tuteurs, poste occupé par la sidérurgie allemande. L'enthousiasme du professeur et journaliste néerlandais Jitta, exprimé en février 1951, lors d'un banquet de hautes personnalités économiques et politiques, balaie définitivement le double mythe du « premier jalon de la réconciliation franco-allemande » et des liens entre « la menace soviétique » et la CECA. L'opération en cours, déclara Jitta, renoue avec bonheur avec « *les cartels [d']avant la guerre [...] contre lesquels on peut certes avoir des objections, mais qui ont leur utilité* » (les « objections » n'avaient qu'une motivation : le mot déplaisait si souverainement à Washington, avec son parfum de rivalité commerciale, que Monnet et Schuman répétèrent sur tous les tons, à partir du 9 mai 1950, que la CECA était tout sauf un cartel « autarcique ». « *Le Plan Schuman lui-même a d'ailleurs le caractère d'un cartel international fondé sur la protection. La Haute Autorité qu'il prévoit veillera plutôt à la défense de certains intérêts industriels qu'à celle des intérêts de la collectivité européenne.* »<sup>94</sup> Cet aspect, très allemand, de la CECA, a été négligé tant par Villiers que par ses censeurs.

#### ROBERT SCHUMAN CALOMNIÉ?

Les « éminents historiens européens » ne pardonnent pas les attaques de Villiers, qu'ils jugent féroces et injustes, envers Robert Schuman. Ils ne lui ont même pas su gré de sa discrétion sur les très anciennes fonctions, économiques et politiques, du « grand Lorrain » au service du Comité des Forges, bien avant la CECA supposée si neuve...

#### UNE CARRIÈRE TRÈS GERMANOPHILE ENTRE LES WENDEL ET LA CURIE

Après tout, M. de Villiers n'évoque guère Schuman que pour son passé d'avant 1918, né d'une famille résolument non « *optante à la nationalité française* » après la défaite de 1870, et assurément francophobe. Et Schuman, nous rassurent ses avocats, « *affecté à l'administration, n'a d'ailleurs pas porté les armes contre la France.* » Curieux argument après que l'historiographie scientifique internationale a démontré quel rôle mortifère on pouvait jouer en guerre mondiale sans « port[er] les armes », et sachant que les admirateurs d'Hannah Arendt, si nombreux parmi les historiens français, adorent sa problématique majeure des « criminels de bureau ».

La germaniste Yvonne Bollmann porte un regard acéré sur le pangermanisme, et est à ce titre honnie des « européistes », qui l'ont de longue date classée parmi les germanophobes

---

l'État allemand », n° 156, octobre 1989, p. 3-87, et « La France face à la menace militaire allemande au début de l'ère atlantique: une alliance militaire redoutée, fondée sur le réarmement allemand (1947-1950) », *Francia*, vol. 16, cahier n° 3, mai 1990, p. 49-71); « L'apport des "guerres de Staline" de Geoffrey Roberts à l'histoire de l'URSS : acquis et débats », préface à Roberts, *Les guerres de Staline*, Paris, Delga, 2014, 34 p., p. XII-XXXIV.

<sup>91</sup> Tél. Bonnet n° 1212, Washington, 19 mars 1949, Europe Généralités 1944-1960 (Europe), 26, MAE.

<sup>92</sup> Gillingham, *Coal*, p. 149, à confronter aux sources de la n. 86.

<sup>93</sup> *Carcan*, chap. 6, p. 113-122, sur l'aspect américain du projet, et 122 *sq.* sur le « cartel "européo-allemand" ».

<sup>94</sup> Tél. n° 361 de Garnier, 23 février 1951, Z Europe Généralités 1944-1960, 112, Plan Schuman, MAE. Argumentaire des « anti-autarciques », *Carcan* et tous *art. cit.* sur le Plan Schuman.

« complotistes »<sup>95</sup>. Confrontée à « la tribune » du 27 mars, elle a pertinemment observé : « *il y a à propos de Schuman cette phrase terrible [susmentionnée] qui est, avec quelques années d'avance, la définition (involontaire?) du Schreibtischtäter, de l'exécutant "bourreau de bureau"* »<sup>96</sup>. Et quel vide sidéral, dans « la tribune », sur la carrière de Schuman, si remplie entre le rattachement de sa Moselle natale à la France et la Libération, partagée entre les services rendus à la dynastie Wendel-Seillièrre et à la Curie romaine. Sur cette période, d'ailleurs, le très catholique Villiers ne s'est pas montré curieux non plus. Français depuis novembre 1918, cet avocat, élu député de Metz en 1919, fut comme Poincaré l'homme des Wendel et des Seillièrre. Ses mentors financiers le firent élire et réélire régulièrement, et ils lui confièrent, en Moselle, leur Action catholique lorraine (ACL), dirigée par un des gérants de la société « les petits-fils de François de Wendel et Cie » : le sénateur Guy de Wendel, cousin de François et un des porte-parole les plus notoires depuis la décennie 1920 de la ligne de « rapprochement avec le Reich » de la dynastie<sup>97</sup>.

Pourfendeur des « lois infâmes » (laïques) des « francs-maçons sectaires » depuis la gestion française des « trois départements recouverts », Schuman y attisait sans répit « la question scolaire ». Son acharnement et son efficacité lui valurent en février 1934, date-clé de la stratégie putschiste du fascisme français, la « présiden[ce] d'honneur de l'Action catholique lorraine », antimaçonnique, anti-laïque, antisémite, anticommuniste et, depuis 1936, franquiste. Rien ne la distinguait des ligues fascistes, sachant que Schuman avait adhéré, dès leur création, en 1924, aux deux premières d'entre elles : la Ligue des droits du religieux ancien combattant (DRAC) et la Fédération nationale catholique du général de Castelnau (FNC)<sup>98</sup>. Attentive à ne pas fâcher le Reich, l'ACL de Schuman et des Wendel osa imputer, en mars 1938, l'Anschluss au « gouvernement français composé de juifs venant de Jéricho et de communistes qui réclament pour les gouvernementaux d'Espagne une action énergique »<sup>99</sup>.

Ses biographes bienveillants, Raymond Poidevin et François Roth, ont écarté la question de ses « relations avec Guy et François de Wendel », ou plus largement avec les Wendel et les Seillièrre. Mais ils n'ont pas entièrement censuré l'extrémisme droitier et germanophile de ce « Père de l'Europe », qui servit toutes les causes de l'Église romaine et s'enthousiasma pour Franco. La défense alléguée des catholiques persécutés contre l'application du « régime scolaire » français aux « départements recouverts » couvrait son soutien à « l'autonomisme » alsacien et mosellan : avec « prudence », il « travaill[ait] main dans la main avec les Alsaciens » (Roth) de Joseph Rossé<sup>100</sup>, fondateur du *Heimatbund* financé par Berlin<sup>101</sup>. Hostile aux traités d'après-guerre funestes aux empires centraux,

<sup>95</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Yvonne\\_Bollmann](https://fr.wikipedia.org/wiki/Yvonne_Bollmann), fiche particulièrement malveillante, bibliographie incluse, contre cette universitaire accusée d'avoir forgé « une supposée "menace allemande" »,

<sup>96</sup> « (08.04.2019 -10.04.2019) au DHI, [https://www.dhi-paris.fr/fileadmin/user\\_upload/DHI\\_Paris/05\\_Veranstaltungen/02\\_Tagung/2019/2019\\_Programm\\_Tagung\\_Euro-paplaene\\_final.pdf](https://www.dhi-paris.fr/fileadmin/user_upload/DHI_Paris/05_Veranstaltungen/02_Tagung/2019/2019_Programm_Tagung_Euro-paplaene_final.pdf) », courriel du 1<sup>er</sup> avril 2019.

<sup>97</sup> *Le Choix de la défaite, passim*, dont chapitre 3, et index Wendel.

<sup>98</sup> Schuman à l'ACL, réunion du 25 février, rapport du Service de sûreté et lettre du préfet de Moselle, Metz, 25 février 1934; lettres du même, 19 juillet 1937 (AG régionale), 10 mars (AG annuelle), 11 mars 1935, F7, 14614, rapports Église-État, 1919-1937, AN; *Choix*, p. 259, et index au nom complet de la DRAC et de la FNC; F7, 13226, FNC, 1924-1932, F7, 13228, DRAC, 1925-1932, AN; *Carcan*, p. 106-107.

<sup>99</sup> Roth, *Robert Schuman. 1886-1963. Du Lorrain des frontières au père de l'Europe*, Paris, Fayard, 2008, p. 97; rapport 1891/5614/38 du commissaire spécial de Forbach, 21 mars 1938, et ce gros dossier Action catholique Moselle, mars 1933-février 1938, effarant, F7, 14614, AN.

<sup>100</sup> Roth, *Schuman*, p. 18-203 (citations, p. 162, 157); Poidevin, *Robert Schuman, homme d'État 1886-1963*, Paris, Imprimerie nationale, 1986, p. 11-128.

<sup>101</sup> Lacroix-Riz, *Vatican, passim*, dont p. 133-134 (Hongrie), 425-426, *Choix*, p. 152-153, et Tobias Bauman, maîtrise, puis thèse, malheureusement abandonnée : « Autonomisme sous tutelle: la propagande allemande en Alsace et en Moselle (1918 à 1932) ».

Schuman soutenait depuis 1918-1919 leur « révisionnisme » territorial et celui des groupes (séparatistes croates, hongrois Allemands des Sudètes, etc.) qui menaçaient de mort les « États successeurs ». Comme le docile Mgr Baudrillart, autre ultramontain spectaculaire, il participait aux grandioses manifestations vaticanes organisées en ce sens<sup>102</sup>.

### **DE LA DÉBÂCLE À LA PAX AMERICANA**

Du mutisme de la « tribune » sur l'entre-deux-guerres, on passe aux contrevérités sur la phase qui accompagna et suivit la Débâcle. « *Nommé sous-secrétaire d'État aux réfugiés en mars 1940* » -- par Reynaud, lequel préparait avec toute son équipe l'ultime solution contre la République, Pétain<sup>103</sup> --, Schuman « *est, sur le papier, reconduit à ce poste par Pétain, mais il en démissionne aussitôt* ». C'est faux, bien que MM. Frank et Bossuat aient récidivé sur cette démission, dans la seconde « tribune » que *Le Monde* leur a offerte contre Philippe de Villiers le 17 avril<sup>104</sup> : non, Schuman ne démissionna pas du cabinet Pétain des 16 juin-10 juillet 1940, période qui définit sur le papier gaulliste d'Alger, le début non seulement de la collaboration mais du crime d'intelligence avec l'ennemi<sup>105</sup>. Aussi célèbre « pacifiste » actif de 1939-1940 que son très durable ami alsacien Henri Meck (encore plus ouvertement « autonomiste » que lui), il ne fut pas repris par Laval, nommé chef du gouvernement le 13 juillet. Schuman démissionnaire, alors que ses protecteurs Wendel avaient par écrit et sous la signature du chef de la dynastie, François de Wendel, le 3 juillet, lancé leur offre officielle de « collaboration économique » au *Militärbefehlshaber in Frankreich*<sup>106</sup>?

Laval, qui comptait alors démontrer que le régime putschiste combattait « les trusts » et appréciait les délégués des travailleurs plus que ceux de la droite patronale et cléricale, le délaissa. Ainsi René Belin, second et successeur pressenti de Jouhaux, imminent liquidateur de la CGT (par décret de novembre 1940) – et pure « couverture » de son tuteur, le grand synarque Jacques Barnaud, directeur général de la banque Worms --, fut-il nommé ministre (du travail et de la production industrielle) : cette « *nomination a eu pour but de donner l'impression que le nouveau gouvernement tenait compte des intérêts des travailleurs* », exposa à Ribbentrop Otto Abetz, désormais « ambassadeur » du Reich à Paris<sup>107</sup>. Le très clérical Schuman, homme des Wendel et des « trusts », ne fut donc reconduit ni comme secrétaire (ministre) ni comme secrétaire général. Je défie les « éminents historiens européens » de nous présenter cette fameuse « démission » de juillet 1940 de Schuman.

Le Mosellan aurait voté les pleins pouvoirs à Pétain parce que Laval l'avait trompé sur le sort futur de son cher département. C'est également faux. Si abominable qu'il eût été, alors et ensuite, Laval ne trompa aucun des 569 parlementaires qui se déshonorèrent par leur vote du 10 juillet et ne s'en tinrent en général pas à ce soutien initial à Vichy : les archives intérieures des années 1930 sont formelles sur leur parfaite information, et sur la contribution de nombre d'entre eux, Schuman et les siens inclus, à cette issue. Aucun document de 1940-1942, et pour cause, n'établit non plus que, « *l'annexion effectuée, se sentant trompé, [Schuman] se retire en Lorraine où il est arrêté par la Gestapo, emprisonné, puis assigné à résidence. En 1942, il réussit à s'échapper.* »

<sup>102</sup> *Vatican, passim*, dont p. 133-134 (Hongrie); *Choix*, p. 259, et index au nom complet de la DRAC et de la FNC; F7, 13226, FNC, 1924-1932, F7, 13228, DRAC, 1925-1932, AN; Roth, *Schuman*, p. 97.

<sup>103</sup> *Choix de la défaite* et *De Munich à Vichy*.

<sup>104</sup> « Oui, il est reconduit à son poste de sous-secrétaire d'État aux réfugiés par le gouvernement Pétain en 1940, mais Philippe de Villiers se garde de dire explicitement qu'il en démissionne aussitôt », *loc. cit.*

<sup>105</sup> Fonds W3 de la Haute Cour de Justice, AN, in *La non-épuración*,

<sup>106</sup> Lettre de « la société Les petits fils de François de Wendel et Cie » au MBF, signée Wendel, 3 juillet 1940, W3, 213, Laval, AN, citée in *La non-épuración*, p.199, et index Schuman. Même [https://fr.wikipedia.org/wiki/Robert\\_Schuman](https://fr.wikipedia.org/wiki/Robert_Schuman) est plus honnête sur cette phase gouvernementale de Schuman.

<sup>107</sup> Tél. n° 200 d'Abetz, Paris, 15 juillet 1940, W3, 58 (dossier René Belin), AN. Belin, index *op. cit.* années 1930-1940.

Les européistes Raymond Poidevin et François Roth, indulgents mais plus scrupuleux, ont, ensemble ou séparément, admis que, avec l'accord de l'occupant, Schuman, qui était toujours resté « *très discret sur ses amis et contacts allemands* » d'avant et « *après 1933* », était revenu en août 1940, *volontairement*, en Moselle. Pour vérifier qu'il n'avait pas été « trompé » sur la ré-annexion du département ? Il y procéda à « *la destruction volontaire de ses papiers en septembre 1940* », décision qui « *laisse planer un grand mystère* », a écrit Roth, troublé. Le même « mystère » pèse sur son « *incarcération [...] à Metz et sa détention en résidence surveillée en Allemagne en 1940-1942* ». Poidevin n'a même pas osé citer le texte des lettres d'auto-plaidoyer que Schuman avait adressées aux chefs hitlériens de Moselle en 1940-1941 pour les convaincre de sa bonne foi, résumant ainsi cet auto-plaidoyer très compromettant : « *Il n'a rien fait contre l'Allemagne ou le Deutschtum en Alsace-Lorraine avant ou après 1933. Au contraire, son attitude politique a été déterminée par sa formation de juriste acquise dans les universités allemandes et par une tendance naturelle au rapprochement, à la coopération pacifique* », etc. Plusieurs grands nazis, dont le Gauleiter de Moselle Josef Bürckel, appuyèrent sa demande de « libération » (de « *résidence surveillée* ») en certifiant ses dispositions collaborationnistes<sup>108</sup>. Le souci d'éliminer un passé sinistre explique que « *l'essentiel du fonds [d'archives Schuman concerne] la période postérieure à 1945, à partir de laquelle [il] a atteint une dimension d'homme d'État* ». C'est la sobre formule dont usent les complaisantes Archives départementales<sup>109</sup> pour rendre compte du soigneux « toilettage » de l'histoire vraie du « père de l'Europe » et parrain de tant d'institutions académiques européennes, dans lesquelles œuvrent les signataires de la « tribune » du 27 mars 2019.

Les intéressés ont donc de fait censuré leurs prédécesseurs. Schuman ne s'échappa pas d'Allemagne en août 1942, ne se réfugia pas « *de monastère en monastère* » comme vaillant antinazi. Il put aisément rejoindre Lyon où l'avaient mandé les Wendel, qui s'entendaient fort bien avec l'occupant. Il fut employé, à Lyon, depuis cette dernière date, au traitement de leurs prospères affaires franco-allemandes, dans le cadre du « centre d'études et de documentation » sur l'Alsace-Lorraine qu'y avait créé le « groupement des chambres de commerce d'Alsace et de Lorraine ». Ce centre, dont l'un des vice-présidents était « Humbert de Wendel, président de la chambre de commerce de Metz », « *défend[ait] les intérêts matériels et moraux des exploitations et réparti[ssai]t les contingents de matières premières (coton, laine, rayonne) aux entreprises alsaciennes et lorraines ayant repris leur activité en France* ». Autrement dit, le « groupement » œuvrait au service du Reich, et son représentant Schuman « *assist[ait] aux séances de la commission économique franco-allemande à Paris* »<sup>110</sup>.

Ni résistant ni innocent, Schuman fut blanchi, plus tôt que tous les ministres de Pétain, et son dossier de justice purement et simplement liquidé, par ses amis du MRP, dont le ministre de la Justice François de Menthon. Et avec l'incontestable caution de De Gaulle, qui l'accorda à tant d'autres coupables, ralliés à lui plus ou moins tard, éventuellement après la Libération. Après sa rapide remise en selle politico-électorale et les débuts fulgurants de sa carrière ministérielle, sous la protection de la haute banque privée ou désormais en partie publique, Schuman ne renia pas son passé. Son cléralisme intact aboutit notamment à un festival de fraude fiscale ouvert à Rome-Saint-Siège, via les congrégations, quand il devint ministre des Finances après la victoire politique du MRP aux élections de juin 1946. Sans parler de ses immenses bontés évitant toute épuration aux notables collaborationnistes, largement partagées, il est vrai, par les dirigeants français en général, ceux du MRP, son parti,

<sup>108</sup> Roth, *Schuman*, p. 97, Poidevin, *Schuman*, p. 135-138.

<sup>109</sup> Famélique fonds 34 J, 6-11, des AD Moselle et leur commentaire, 16 octobre 2002, en ligne.

<sup>110</sup> Rapport au BCRA de Jacques d'Alsace [Paul-Jacques Kalb], Londres, 6 mars 1943 « L'Alsace et la Lorraine repliées en France », F1a, 4003, Alsace-Lorraine, AN. Wendel, dont Humbert, index *Industriels*.

en particulier. Il n'accéda aux Affaires étrangères, en juillet 1948, que parce que son pair Bidault, auquel il vouait une solide haine, réciproque, peinait à avaler le boa des accords de Londres : les Américains avaient particulièrement besoin de ce féal par excellence en général, et particulièrement compréhensif sur la question allemande<sup>111</sup>.

Sa soumission était proverbiale, au point que Washington ne voulut pas d'autre ministre des Affaires étrangères que lui de juillet 1948 à décembre 1952 où il dut quitter le gouvernement après ses quatre ans d'abdications humiliantes, en matière allemande et américaine. Alors que flambait le contentieux de la Communauté européenne de Défense il fut, et définitivement, écarté des cabinets, où se succédaient pourtant d'impeccables féaux atlantiques<sup>112</sup>. Cette situation l'unit plus étroitement que jamais, non seulement à la Curie de Pie XII et de son successeur, si « européenne », mais aux États-Unis. Les archives américaines, indiscutables, débusquées par Philippe de Villiers ne font que confirmer celles du Quai d'Orsay, les fonds américains publiés (*Foreign Relations of the United States*, disponibles en ligne) et ceux exploités par les travaux anglophones cités ci-dessus. Hors même des questions strictement « européennes », il montra un dévouement absolu aux Américains qui lui fit purement et simplement violer la législation française quand elle entravait les intérêts américains<sup>113</sup>.

« L'europhobe convaincu » n'a pas menti sur les liens initiaux et durables, non seulement de Monnet, mais aussi du ministre des Affaires étrangères Schuman, avec « la Fondation Ford et l'American Committee on United Europe, faux nez de la CIA ».

#### WALTER HALLSTEIN, SIMPLE « NON RÉSISTANT » ?

À propos de Walter Hallstein, Philippe de Villiers manifeste un étonnement surprenant, vu la connaissance qu'il a forcément accumulée, au cours de sa longue carrière politique, sur les dirigeants ouest-allemands. Mais il fournit un dossier sérieux, assez solide d'ailleurs pour susciter une particulière indignation des rédacteurs du 27 mars, mêlée d'aveux rageurs le 17 avril.

L'historiographie anglophone et allemande -- y compris, et dès l'immédiat après-guerre, sa fraction est-allemande, riche en historiens curieux du passé nazi du Reich<sup>114</sup> -- a établi de longue date que la « nouvelle Allemagne » avait été constituée, sous la tutelle de l'AMGOT, de la quasi-totalité des élites qui avaient dirigé le Reich tant avant que pendant l'ère nazie; et que le Vatican et Washington s'étaient associés pour assurer un exceptionnel sauvetage-recyclage des criminels de guerre<sup>115</sup>. La règle de maintien du *statu quo*, annoncée par l'épisode du « Quisling » Darlan à Alger, en novembre-décembre 1942, et par les tractations bernoises d'Allen Dulles et de son entourage nazi ou nazifié fut aussi absolue en Allemagne occidentale que dans toute la sphère d'influence occidentale<sup>116</sup>. L'habitude de la non-translation des ouvrages pourtant multipliés depuis les années 1950, le silence de plomb

<sup>111</sup> Toutes les allusions sont explicitées dans le *Carcan* et dans *La non-épuration*, index Schuman, dont, sur son blanchiment express, p. 197-200.

<sup>112</sup> Voir tous mes art. cit. sur le Plan Schuman, et Branca, *L'ami américain*, chapitre 5, « Les arrières-cuisines de Jean Monnet ».

<sup>113</sup> Entre autres, son dévouement à la principale actionnaire (américaine) du *Petit Journal* est un morceau d'anthologie, *La non-épuration*, p. 487-492, et *Carcan*, index Schuman.

<sup>114</sup> Source précoce de Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, 2 vol., 1917-1933, et 1933-1962, Paris, Éditions sociales, 1965.

<sup>115</sup> Travaux anglophones, *La Non-épuration*, chap. 9, « Les Américains et "l'État de droit" contre l'épuration française »

<sup>116</sup> Wahl, *La seconde histoire*; Lacroix-Riz, *La non-épuration*; James Miller, *The US and Italy 1940-1950, the politics and diplomacy of stabilization*, Chapel Hill, 1986, etc.

qu'observe sur eux l'historiographie dominante<sup>117</sup> et l'enterrement des rares travaux français sur la question expliquent seuls que la population française soit largement tenue dans l'ignorance du phénomène.

On arguera qu'Alfred Wahl a produit, en 2006, une excellente synthèse sur la complète continuité économique, administrative, politique, culturelle entre Allemagne hitlérienne et RFA. Cet ouvrage, *La seconde histoire du nazisme dans l'Allemagne fédérale depuis 1945*, explicite sur les « ministres et secrétaires d'État d'Adenauer » -- malgré d'évidentes prudences et pudeurs, dont Walter Hallstein a d'ailleurs bénéficié<sup>118</sup> --, a fait l'objet, son auteur me l'a encore rappelé très récemment, d'un silence médiatique assourdissant qui a considérablement entravé sa diffusion. Il mériterait pourtant de figurer dans toute bibliographie de base sur la RFA.

### **UN HITLÉRIEN PRÉCOCE, AUTANT ET PLUS QUE TOUS SES PAIRS EN POSTE**

« Oui, à l'époque d'Hitler », concèdent nos « éminents historiens européens », Walter Hallstein « avait adhéré à la Fédération nationale-socialiste des juristes, sans laquelle il était impossible d'avoir un poste » -- adhésion, donc, érigée en modeste « carte du pain » (*tessera del pane*, selon l'expression italienne désignant la carte du parti fasciste), concernant une profession anti-républicaine et nazifiée bien avant 1933, notoire pour la profondeur de son attachement au régime – « et [il] avait été membre d'une autre association professionnelle, la Ligue nationale-socialiste des professeurs. » Ils ont ainsi fortement réduit (à deux) la liste des groupements nazis dont Hallstein était membre, et censuré la chronologie de leur fondation (souvent antérieure à 1933) et des adhésions du juriste.

Or, la liste (d'ailleurs non exhaustive) de Philippe de Villiers provient de l'excellent dictionnaire d'un des spécialistes allemands du III<sup>e</sup> Reich, Ernst Klee. Disponible depuis 2003, non traduit (« Qui était qui avant et après 1945 »), ce *Who's who* comporte « près de 4 300 noms » importants du panthéon hitlérien, dont la carrière s'est presque toujours poursuivie, voire enrichie « après 1945 »<sup>119</sup> : Hallstein y figure, sur une fiche que j'ai moi-même mentionnée à son sujet en 2016<sup>120</sup>, puisée, selon l'usage, à des travaux de recherches appuyés sur des sources originales : ici Klee se réfère à deux spécialistes des universités de l'époque nazie, Notker Hammerstein et Helmuth Heiber.

Hammerstein, dans son ouvrage consacré à l'université Goethe de Francfort, qui nomma Walter Hallstein non seulement « professeur titulaire de droit commercial, droit du travail et droit économique en 1941 », mais aussi « doyen »<sup>121</sup>, présente trois des organisations hitlériennes auxquelles il appartenait :

1<sup>o</sup> le « *NS-Luftschutzbund* », c'est-à-dire à l'« Union national-socialiste de protection anti-aérienne », organisation sans lien spécifique avec le Droit mais strictement militaro-nazie;

<sup>117</sup> Cf. *supra* et Rouquet François, Virgili Fabrice, *Les Françaises, les Français et l'Épuration. De 1940 à nos jours*, éditions Gallimard, 2018, chap. XVI, p. 427-465.

<sup>118</sup> Wahl, *La seconde histoire*, Paris, Armand Colin, 2006 *passim*, dont le chap. 3, « La continuité parmi les cadres et les services de l'État », p. 127-198.

<sup>119</sup> Klee Ernst, *Das Personenlexikon zum Dritten Reich. Wer war was vor und nach 1945*, Francfort, Fischer-Taschenbuch-Verlag, 2007.

<sup>120</sup> Carcan, note 4, p. 120.

<sup>121</sup> Villiers (ou son équipe technique) n'a pas compris la référence d'ouvrage fournie par Klee à propos du premier historien, en écrivant « d'après Hammerstein (Goethe) » : désignation, entre parenthèses, habituelle dans ce dictionnaire, d'un ouvrage par un mot unique, en l'occurrence, *Die Johann Wolfgang Goethe-Universität Frankfurt am Main, Von der Stiftungsuniversität zur staatlichen Hochschule. 1914–1950*, Alfred Metzner Verlag, Neuwied und Frankfurt am Main, 1989, 1<sup>er</sup> vol. de 3. Liste des travaux, [https://de.wikipedia.org/wiki/Notker\\_Hammerstein](https://de.wikipedia.org/wiki/Notker_Hammerstein) Souligné par moi, compte tenu de la réputation du droit du travail allemand de 1933 à 1945; la fiche de la fondation Adenauer (*cf. infra*) oublie le « droit du travail ».

2° la « NSV », sigle de la « *Nationalsozialistische Volkswohlfart* », c'est-à-dire l'« Union national-socialiste du bien-être du peuple », aussi incontestablement nazie et aussi peu humanitaire que le très vichysto-collaborationniste Secours national<sup>122</sup>. Elle avait, sous ces mêmes sigle et titre, été fondée avant l'arrivée au pouvoir, « en 1932 », et seulement pour promouvoir d'hyper-protégés nazis comme le précisa la suite : elle fut « *reconnue par ordonnance d'Hitler du 3 mai 1933 comme organisation interne du NSDAP* », chargée de l'« *aide strictement réservée aux camarades du peuple d'esprit national-socialiste particulièrement précieux* »;

3° ce que nos « éminents historiens européens » appellent la « Fédération nationale-socialiste des juristes », c'est-à-dire le « *NS-Rechtswahrerbund* », nouveau nom, « à partir de 1936, de la Ligue national-socialiste des juristes allemands » : c'est-à-dire du *Bund nationalsozialistischer deutscher Juristen* (BNSDJ), « organisation professionnelle du NSDAP fondée en 1928 par Hans Frank »<sup>123</sup>. Frank, nazi de longue date et juriste suprême du III<sup>e</sup> Reich, fut entre autres gouverneur général de la Pologne occupée, condamné à mort à Nuremberg et exécuté le 10 octobre 1946<sup>124</sup>. Il avait été dès l'avant-guerre un incontestable protecteur d'Hallstein<sup>125</sup>.

« *Le parti s'opposa même à [l]a nomination [d'Hallstein] à la chaire de droit comparé de l'université de Francfort, en 1941* », arguent nos « éminents historiens européens ». C'est curieux, puisqu'aux spécialités susmentionnées du professeur s'ajouta « *le droit comparé* », selon sa fiche publiée par la très officielle fondation Konrad Adenauer, vouée à « *l'histoire de la CDU* »<sup>126</sup>. Il en fut alors élu professeur et doyen, comme précisé ci-dessus. Les signataires de la « tribune » se sont fiés aux « *recherches de l'historien allemand Thomas Freiberger* », qui affirme, entre autres, qu'Hallstein « *ne fut jamais membre du parti national-socialiste* ». Villiers a découvert aux archives fédérales d'Allemagne, la carte n° 310212 d'Hallstein, délivrée en juillet 1934, du « *NS-Lehrerbund* » -- une des deux seules concédées par nos historiens --, et il en fournit copie<sup>127</sup>. Le NSLB n'était pas moins indiscutablement nazi que les « ligues » précédentes : « *fondée en 1929, [cette] association rattachée au NSDAP* » avait pour siège la « *maison d'éducation [national-socialiste de] Bayreuth* »<sup>128</sup>.

De fait, « *les [cosmétiques] recherches de l'historien allemand Thomas Freiberger* » se bornent sur le sujet à une communication complaisante de 2010 de moins de 40 pages, significativement intitulée « *Le révolutionnaire pacifique : la perception du moment par Walter Hallstein* ». Exaltant sa mission de père de l'Europe, elle provient d'un ouvrage officiel et européiste, strictement de seconde main, ne traitant que de l'« après 1945 », publié par Gruyter<sup>129</sup> dans le cadre de l'officielle série italo-allemande à financement européiste<sup>130</sup>.

<sup>122</sup> La comparaison avec le Secours national m'appartient.

<sup>123</sup> Trois organisations citées, fiche Hallstein, p. 221, Klee, *Personenlexikon* (reproduite par Villiers, *J'ai tiré*, document 26). Précision sur les deux dernières organisations, Klee, p. 728; sur le « *NS-Luftschutzbund* », [https://www.google.com/search?q=NS-Luftschutzbund&tbm=isch&source=iu&ictx=1&fir=afbsL2T6K\\_XL1M%253A%252CTc\\_aMDYukzwz7M%252C\\_&vet=1&usq=A14\\_-kQRnOZGDp-lmAaK7HOkQgskWu5KiA&sa=X&ved=2ahUKEwilrY6juvXhAhUSnhQKHSqeBl4Q9QEwBnoECAkQBA#imgdii=CcDK\\_wlXPzf0XM:&imgc=afbsL2T6K\\_XL1M:&vet=1](https://www.google.com/search?q=NS-Luftschutzbund&tbm=isch&source=iu&ictx=1&fir=afbsL2T6K_XL1M%253A%252CTc_aMDYukzwz7M%252C_&vet=1&usq=A14_-kQRnOZGDp-lmAaK7HOkQgskWu5KiA&sa=X&ved=2ahUKEwilrY6juvXhAhUSnhQKHSqeBl4Q9QEwBnoECAkQBA#imgdii=CcDK_wlXPzf0XM:&imgc=afbsL2T6K_XL1M:&vet=1)

<sup>124</sup> Bibliographie, [https://de.wikipedia.org/wiki/Hans\\_Frank](https://de.wikipedia.org/wiki/Hans_Frank)

<sup>125</sup> Les références sur Hallstein à l'appui de *J'ai tiré*, p. 194-197 ne prêtent pas à l'accusation de « complotisme ».

<sup>126</sup> <https://www.kas.de/web/geschichte-der-cdu/personen/biogramm-detail/-/content/walter-hallstein-v1>

<sup>127</sup> *J'ai tiré*, p. 198, et document 27.

<sup>128</sup> Klee, *Personenlexikon*, p. 728.

<sup>129</sup> Freiberger, « Der friedliche Revolutionär: Walter Hallsteins Epochenbewusstsein », in Depkat Volker et Graglia, Piero S., dir. *Entscheidung für Europa: Erfahrung, Zeitgeist und politische Herausforderungen am Beginn der europäischen Integration* [Décision pour l'Europe. Expérience et défis

Freiberger, « *collaborateur scientifique de la section d'histoire du temps présent de l'institut historique de l'université de Bonn* », travaille exclusivement sur « *l'histoire des relations internationales pendant la Guerre froide, l'histoire de l'OTAN dans les années 1950, l'histoire de la politique extérieure américaine et l'histoire des idées de l'intégration européenne* ». Il a, en 2010 aussi, été le contributeur (en 20 pages) d'un ouvrage sur la politique extérieure américaine depuis les années 1950<sup>131</sup> et l'auteur d'un ouvrage sur « la crise de Suez » de 1956, tiré de sa thèse<sup>132</sup> : cet article et ce livre sont dépourvus de tout rapport avec la carrière de Walter Hallstein avant et sous Hitler. La référence à Freiberger, en l'absence des spécialistes des universités de l'ère nazie, relève donc de l'escroquerie intellectuelle.

Reste une autre et quatrième « organisation professionnelle », directement liée à une des trois précédentes, « l'Union national-socialiste des assistants allemands [*Nationalsozialistischer Deutscher Dozentenbund*] », un des « départements du parti » avec lesquels Hallstein certifiait avoir, comme « avec tous [...] travaillé sans problème » : il fit même valoir son attachement particulier à ce NSDDB à l'appui de sa candidature « à [*l'université de*] Francfort », selon Helmuth Heiber, vrai spécialiste, lui, des « *Universités sous la Croix gammée* », et seconde source d'Ernst Klee, également citée par Villiers<sup>133</sup>. Hallstein était fidèle, assurément, au NSDDB puisqu'il en était membre, ainsi que de trois autres organisations nazies : « *comme de nombreux juristes* », euphémise la fondation Adenauer, qui recense ces quatre associations nazies dans sa fiche minimaliste sur le grand homme au cursus exceptionnel avant mai 1945, sous le titre « *Un juriste à l'intelligence acérée* »<sup>134</sup> (il avait été nommé docteur et assistant en 1925, cinq ans avant d'être élu professeur de Droit privé et social à Rostock dès 1930, à l'âge de 29 ans, le plus jeune d'Allemagne<sup>135</sup>).

Cette association d'assistants était une branche du « NS-Lehrerbund » lui-même fondé, rappelons-le en 1929. C'était un fief hitlérien qui, comme l'a confirmé l'inépuisable bibliographie allemande sur les intellectuels nazis<sup>136</sup>, garantissait que seuls les nazis agréés pussent, et ce officiellement depuis 1933, soutenir leur thèse puis faire l'objet d'une nomination universitaire. La qualité nazie du NSDDB ne cessa d'être mise en valeur par le régime, comme l'a rappelé Klee : « *jusqu'en 1935, il n'était ouvert qu'aux membres du parti* » et fut promu le 24 juillet 1935 en « *division du NSDAP [...]. Pour y adhérer était exigée la caution de deux nationaux-socialistes éprouvés. Le NSDDB siégeait avec droit de vote au Sénat de l'université et détenait un droit de veto sur les procédures de nomination et d'habilitation* » des universitaires<sup>137</sup>.

politiques au début de l'intégration européenne], Gruyter, Berlin-New York, 2010, p. 205–242, communication citée dans [https://de.wikipedia.org/wiki/Walter\\_Hallstein](https://de.wikipedia.org/wiki/Walter_Hallstein) et [https://en.wikipedia.org/wiki/Walter\\_Hallstein](https://en.wikipedia.org/wiki/Walter_Hallstein)

<sup>130</sup> <https://www.degruyter.com/view/serial/36339>. Sur la dictature européenne et ses presses officielles, *L'histoire contemporaine*, chap. 1 et 3.

<sup>131</sup> Freiberger, « Freedom from fear : die republicanische Illusion der amerikanischen Aussenpolitik », in, Freiberger, Bormann Patrick Michel Judith, tous trois ayant même fonction à Bonn, dir., = *Angst in den Internationalen Beziehungen*, vol. 7 de la série Internationalen Beziehungen . Theorie und Geschichte. série des PU de l'université de Bonn, 2010, p. 295-315, présentation de Freiberger, p. 317.

<sup>132</sup> *Allianzpolitik in der Suezkrise 1956*, évidemment sans avec Walter Hallstein en général, de 1925 à 1945 en particulier, PU de l'université de Bonn, 2013.

<sup>133</sup> Heiber, *Universität unterm Hakenkreuz. Der Professor im Dritten Reich: Bilder aus der akademischen Provinz*, Saur, München 1991–1994, Teil 1 *J'ai tiré*, p. 197, référence omise ici.

<sup>134</sup> « Jurist mit scharfem Verstand », <https://www.kas.de/web/geschichte-der-cdu/personen/biogramm-detail/-/content/walter-hallstein-v1>

<sup>135</sup> Cette dernière précision [https://en.wikipedia.org/wiki/Walter\\_Hallstein](https://en.wikipedia.org/wiki/Walter_Hallstein) .

<sup>136</sup> Voir la bibliographie proposée par Klee, *Personenlexikon*, p. 701-718.

<sup>137</sup> Klee, *Personenlexikon*, p. 727, sur la base, notamment, des travaux de Gehrard Aumüller et al., dir, *Die Marburger Medizinische Fakultät*, Saur, München 2001 (et

### **NAZI ET MILITARISTE : HALLSTEIN NS-FÜHRUNGSOFFIZIER**

L'enthousiasme nazi et militariste de Walter Hallstein éclate d'ailleurs jusque dans les notices les plus officielles, telle celle que l'université de Rostock a consacrée à son professeur en poste de 1930 à 1941 : doyen adjoint, Hallstein avait en 1935 « *intégré un service militaire volontaire dans l'artillerie* » (pourquoi, pour préparer la paix européenne?). Ce brûlant militarisme lui avait valu le poste en titre de doyen de Rostock dès 1936, abandonné, on l'a vu, pour Francfort, université plus prestigieuse, en 1941<sup>138</sup>. Avant d'être, selon la fondation Adenauer, « *appelé au service militaire, [où] il servit en 1942 comme lieutenant dans le Nord de la France* »<sup>139</sup>.

C'est « ce croyant » passionné (par opposition aux sceptiques, « opposants ou indifférents », selon Heiber, que l'université de Francfort fit figurer sur la courte liste (« quinze hommes ») précisément soumise, « *au début de 1944* », au NSDDB – juge suprême en la matière -- « *comme NS-Führungsoffizier avec rang d'officier* »<sup>140</sup> -- terme intraduisible en français.

Le NS-Führungsoffizier (NSFO), incarnant la *Weltanschauung* nazie, avait « *pour mission de renforcer la volonté des soldats de tenir jusqu'au bout* » dans une guerre généralisant au front de l'Ouest, depuis le tournant de 1943 les méthodes d'extermination d'emblée appliquées dans les Balkans et sur le front de l'Est. Il était « *chargé à la fois de la direction militaire spécialisée et de la formation politique et idéologique nazie dans l'esprit du national-socialisme* », c'est-à-dire largement tournée vers l'extermination des rouges et des juifs « *parasites du monde* »<sup>141</sup>. Notons qu'Hallstein exerça ses talents de NSFO en France, où l'armée américaine l'arrêta (à Cherbourg), arrestation qui marqua le début de sa reconversion américaine, d'apparence spectaculaire mais tout à fait banale pour les élites des gouvernements Adenauer et Ludwig Ehrard (chancelier successeur en 1963 d'Adenauer après avoir été depuis 1949 son ministre des Affaires économiques, autre homme de confiance des milieux financiers, au passé nazi aussi avéré que ses pairs<sup>142</sup>. On ignore donc ce qu'Hallstein fit en France de 1942 à 1944, mais assurément il n'y enseigna pas seulement le Droit nazi.

On peut reprocher à Villiers l'ignominie de la comparaison entre les criminels nazis et les « commissaires de l'armée rouge » -- cible communiste initiale et prioritaire, on le sait, de l'entreprise génocidaire allemande en URSS décidée avant l'opération Barbarossa<sup>143</sup>. On ne saurait l'accuser d'avoir, à propos du nazi Walter Hallstein, mal traduit Klee et ses sources académiques.

Deux des signataires de la première tribune ne s'en sont pas moins entêtés, le 17 avril, à défendre Hallstein, en minorant la portée de son adhésion à deux des quatre organisations nazies auxquelles il avait assurément appartenu et en imputant à Villiers une malhonnêteté

---

[https://de.wikipedia.org/wiki/Gerhard\\_Aum%C3%BCller](https://de.wikipedia.org/wiki/Gerhard_Aum%C3%BCller)); autre bibliographie, dont Heiber [https://de.wikipedia.org/wiki/Nationalsozialistischer\\_Deutscher\\_Dozentenbund](https://de.wikipedia.org/wiki/Nationalsozialistischer_Deutscher_Dozentenbund),

<sup>138</sup> [http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:dl-TF9-41TUI:cpr.uni-rostock.de/resolve/id/cpr\\_person\\_00003297+&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr](http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:dl-TF9-41TUI:cpr.uni-rostock.de/resolve/id/cpr_person_00003297+&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr)

<sup>139</sup> <https://www.kas.de/web/geschichte-der-cdu/personen/biogramm-detail/-/content/walter-hallstein-v1>

<sup>140</sup> Klee, *Personenlexikon*, p. 221, citant Heuber, *Der Professor im Dritten Reich*, p. 360, lui-même cité par Villiers, *J'ai tiré*, p. 198-199 (et n. 10, p. 290).

<sup>141</sup> Par opposition, précisément, à la mission des « commissaires de l'armée rouge, dont la mission n'était que politique, la militaire revenant aux seuls officiers, [https://de.wikipedia.org/wiki/Nationalsozialistischer\\_FF%C3%BChrungsoffizier](https://de.wikipedia.org/wiki/Nationalsozialistischer_FF%C3%BChrungsoffizier), notice qui n'évoque que la haine antisémite, pas celle du communisme.

<sup>142</sup> Bower Tom, *Blind eye to murder. Britain, America and the purging of Nazi Germany, a pledge betrayed*, London, André Deutsch, 1981, p. 18-19.

<sup>143</sup> Sur le « décret du commissaire » du 6 juin 1941 voué au « combat contre le bolchevisme », bibliographie, <https://de.wikipedia.org/wiki/Kommissarbefehl>

complotiste sur le sujet (comme sur Monnet et Schuman) : « *Que Hallstein fut (sic) membre de la Ligue national-socialiste des professeurs et de la Fédération national-socialiste des juristes (non d'une "Fédération des juristes nazis", comme de Villiers continue de l'appeler de façon trompeuse) ne prouve rien, sinon son ambition de continuer sa carrière académique sous le régime.* »

L'argument général avancé et les minauderies sur la place de l'adjectif sont à eux seuls sidérants. Rapportés à l'inépuisable historiographie allemande sur le nazisme en général, sur la profondeur du nazisme du monde académique en particulier – sans oublier celui de tous les types de dirigeants ouest-allemands de l'après-guerre –, ils sont pitoyables. Oser qualifier, dans une deuxième « tribune », de simple « *non-résistant* » un nazi précoce, caractéristique générale de son milieu, et qui a apporté son soutien à l'expansionnisme allemand jusqu'au terme d'une guerre d'extermination -- nommé NSFO en 1944 -- souligne, d'une part, l'ampleur de la destruction de l'histoire des années 1920-1950 à laquelle ont participé directement et au premier chef les historiens européens et, d'autre part, la pertinence de l'accusation portée contre leur honneur professionnel.

Car ils vont bien au-delà, ici, que ce dont les accusait l'ancien très haut fonctionnaire de Vichy et gaulliste tardif Couve de Murville : n'être pas « *téméraires* » et ne pas oser « *publi[er] ce qu'ils ont trouvé* », pour ne pas risquer de « *perdre* » des prébendes universitaires<sup>144</sup>. Ils confirment leur responsabilité dans la mise à sac de l'histoire scientifique et dans l'abdication de la mission civique qui constitue aussi le métier d'historien. Que reste-t-il, ici, du sens de la défaite allemande de mai 1945 ? En somme, à part la « menace soviétique », il n'y a rien de grave dans l'Histoire et surtout pas motif à condamner l'« *ambition de continuer sa carrière académique* » sous Hitler? Et en quoi la poursuite d'une carrière de policier serait-elle plus condamnable?

Villiers a, avec l'histoire américaine des *Mémoires* de Monnet, décrit un autre versant de cette panique préélectorale qui fait flèche de tout bois au point de faire revendiquer par des universitaires l'impossibilité d'une l'histoire scientifique « officielle » de l'Union européenne. Oui, la mission politique de l'histoire bien-pensante, incompatible avec l'indépendance à l'égard des puissants indispensable au travail historique, conduit ses représentants à violer les règles méthodologiques qui fondent leur métier. Ce qui précède réduit à une simple envolée tactique la litanie contre le « *pamphlet biaisé* » et les « *élucubrations [qui] portent atteinte à l'honneur des chercheurs français et européens engagés dans les études sur l'Union européenne* ». Celle-ci, nous assure-t-on, « *subventionne toutes sortes de travaux, y compris des recherches critiques sur la construction européenne. Personne n'est jamais venu dire aux historiens ce qu'il fallait trouver ou chercher.* » Cette dernière phrase n'est pas entièrement fautive, l'autocensure parant le plus souvent à l'essentiel. Elle est incomplète, car les conditions de financement de cette recherche et les exigences des carrières, des publications à succès, de la visibilité médiatique aboutissent à « *dire aux historiens ce qu'il fa[ut] trouver ou chercher.* »

Non, l'Union européenne ne « *subventionne [pas] toutes sortes de travaux* » et elle a fait barrage, implicitement et explicitement (je puis en témoigner personnellement), à toutes « *recherches critiques sur la construction européenne.* » On pourra lire ailleurs des détails sur les bâtons mis dans les roues des chercheurs indépendants et sur l'incompatibilité entre « des recherches critiques » et les brillantes carrières académiques. Il ressort cependant de cette défense et illustration de l'Union européenne, en vue d'inciter le public français à croire à ses vertus et à son brillant avenir, que les « *chercheurs français et européens engagés dans [d]es études sur l'Union européenne* » financées par les institutions de celle-ci, « *portent atteinte à*

<sup>144</sup> Couve de Murville, cité par Villiers, *J'ai tiré*, p. 19.

*[leur propre] honneur.* » L'ouverture des sources, à terme, le démontrera aussi clairement que le descriptif de l'équipée américaine des *Mémoires* de Monnet.

À court terme, de telles démarches sont d'autant plus dommageables au prestige des « *éminents historiens européens*' » signataires que, à ce stade de la lassitude populaire d'une Europe des *Konzerne* et des « trusts », elles risquent d'être vaines. En attendant, l'examen des sources dispense de polémique.